

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal du Liban

N° 154 du 16.01 au 12.02.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libanais.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

### Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Luc Torreele : Les Etats-Unis et le Liban.

Bernard Mikael : Ça suffit,

Abdel Bari Atwan : Le Liban au bord de la guerre.

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique

a) Politique Libanaise

3 Politique internationale

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 Opinion: Hariri: un document audio révèle la fabrication des faux témoignages.

4-2 La NTV divulgue 2 enregistrements sonores de Hariri, ce dernier s'excuse.

4-3 Hollywood et les arabes.

5 Les brèves

5-1 Liban : les partisans d'Hariri manifestent contre un "coup d'Etat" du Hezbollah.

6 Dossier

6-1 Robert Bibeau : « Rififi à Beyrouth ».

7 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

7-1 Des menaces pèsent sur le Liban : A cause de l'immixtion étasunienne.

7-2 Canaille le rouge : La lutte pour la paix: déclaration de Partis communistes et ouvriers.

7-3 Message du PCL aux partis communistes et de gauche dans le monde.

7-4 Soraya Hérou : A la recherche du temps perdu...

7-5 Nasrallah: Bellemare menace al-Jadid et ignore les fuites des médias occidentaux.

7-6 Communiqué de la Rencontre des partis de la gauche libanaise.

---

---

Tiré à part :

Luc Torreele : Les Etats-Unis et le Liban.

Le Liban est à nouveau sans gouvernement. Selon la presse occidentale, le Hezbollah exerce un chantage pour ne pas avoir à répondre de sa culpabilité dans l'assassinat de Rafik el-Hariri. En réalité, observe Thierry Meyssan, l'opposition libanaise

(qui représente la majorité populaire mais est minoritaire à l'Assemblée) vient de faire échec à la machine infernale mise en place par Washington en vue de provoquer une confrontation générale au Proche-Orient.

La Commission d'enquête onusienne et le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) ont déjà falsifié une expertise, recruté et protégé de faux témoins, puis incarcéré arbitrairement des innocents durant quatre ans. Ignorant les preuves matérielles collectées sur la scène du crime et les enregistrements des drones israéliens, le TSL refuse de mettre en cause Israël, l'Allemagne et les USA et s'apprête à mettre en accusation des responsables militaires du Hezbollah afin d'ouvrir la voie à une nouvelle guerre US.

Alors que le Premier ministre libanais Saad al-Hariri était reçu à la Maison-Blanche par le président des Etats-Unis Barack Obama, mercredi 12 janvier 2011, 11 ministres libanais ont donné leur démission et fait chuter leur gouvernement. Plus qu'à M. Hariri, ce camouflet était ostensiblement destiné à M. Obama.

Le remodelage du Moyen-Orient élargi

Pour comprendre ce qui se passe, il convient d'abord de resituer ce coup de théâtre dans le contexte général de la résistance proche-orientale au projet états-unien de remodelage de la région.

Lorsque, le 11-Septembre 2001, les Etats-Unis ont attribué les attentats dont ils faisaient l'objet à un groupuscule islamiste terré dans une grotte afghane, ils ont déclaré la « guerre des civilisations ». Contrairement à ce que préconisaient des stratèges comme Zbigniew Brzezinski (favorable à une instrumentation des musulmans contre la Russie et la Chine) et certaines firmes pétrolières (favorables à un investissement militaire massif en Afrique et dans les Caraïbes pour contrôler les champs pétroliers du XXIe siècle), les Straussiens ont imposé le monde musulman comme cible. En effet, de leur point de vue, la seule « menace révolutionnaire » capable de se propager dans le monde et de porter atteinte à l'impérialisme global est une résurgence de la révolution khomeiniste.

Washington a donc décidé de prendre l'Iran en tenaille en positionnant ses troupes en Afghanistan et en Irak. Puis, de détruire les alliés militaires de Téhéran : la Syrie et le Hezbollah libanais. Enfin, de raser l'Iran et ses 70 millions d'habitants. Toute résistance ayant été anéantie, les Etats de la région auraient été démantelés et redessinés sur une base ethnique, tandis que la *Pax Americana* aurait triomphé.

Cependant ce plan grandiose, à peine initié, a échoué. La plus grande armée du monde a été incapable de contrôler l'Afghanistan et l'Irak occupés. Puis, l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik al-Hariri et la révolution colorée du Cèdre ne sont pas parvenus à provoquer la guerre avec la Syrie, Damas ayant immédiatement retiré ses forces de maintien de la paix stationnées au Liban depuis la fin de la guerre civile.

Washington a alors sous-traité le problème à Tel-Aviv. A l'été 2006, Israël a attaqué le Liban, rasé tout le Sud du pays sous un tapis de bombes tel qu'on n'en avait pas vu depuis la guerre du Vietnam, mais a échoué à détruire le Hezbollah et à engager le combat avec la Syrie. Contre toute attente, c'est l'inverse qui s'est produit : le Hezbollah a tenu en échec l'armée la plus sophistiquée du monde et la Syrie n'a pas eu à entrer en lice.

Mettant en oeuvre leur *Plan B*, les Etats-Unis ont eu recours à la prétendue Justice internationale.

Le rôle du TSL dans la stratégie US

La Commission internationale d'enquête sur l'assassinat de Rafik al-Hariri a reçu pour mission de mettre en accusation le président syrien Bachar el-Assad, ouvrant ainsi la voie à la guerre que le Pentagone aurait entreprise pour l'amener par la force devant la Justice internationale.

La Commission d'enquête était dirigée par deux agents sûrs, les Allemands Detlev Mehlis et Gerhard Lehman. Ils sont parvenus à occulter le rôle de leur pays dans l'assassinat, mais ont échoué à inculper le président el-Assad, les services secrets syriens ayant démasqué les faux témoins fabriqués par l'ONU.

Passant au *Plan C*, Washington a abandonné l'idée de détruire la Syrie préalablement à l'Iran et a recentré son dispositif sur le cœur du système. Il a mis en place un Tribunal spécial pour le Liban, cette fois chargé de mettre en accusation le commandant de la Force Al-Quod (unité des Gardiens iraniens de la Révolution qui forme les combattants anti-impérialistes au Liban, en Palestine et ailleurs), le général Kassem Soleimani, et le guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei. Cette accusation judiciaire devait être coordonnée avec l'accusation politique de l'AIEA de fabrication secrète d'une bombe atomique.

La présidence de ce Tribunal très spécial a été confiée à l'Italien Antonio Cassese, jusque là conseiller juridique des Moujahidines du Peuple, un groupe armé qui revendique plusieurs milliers d'assassinats politiques en Iran pour le compte des Etats-Unis.

*Le juge Antonio Cassese (3ème en partant de la gauche) est passé directement de sa fonction de conseiller juridique des Moujahidines du Peuple à celle de président du TSL (ici photographié en compagnie de Maryam Rajavi lors d'une conférence au Parlement européen pour la légalisation du groupe armé anti-khomeiniste).*

La tactique du Tribunal très spécial et de son procureur général était de mettre en accusation l'ancien chef militaire du Hezbollah, Iman Mugniyeh (assassiné par le Mossad) et sa famille, puis de mettre en cause leurs supérieurs hiérarchiques, non pas au sein du Hezbollah, mais au sein de leur dispositif de formation militaire : le général Soleimani et le guide suprême Khamenei. Le Pentagone et Tsahal auraient alors attaqué un Iran affaibli par des sanctions internationales, prétendument pour amener les suspects devant la soi-disant Justice onusienne.

Pour une raison purement technique, l'acte d'accusation devait être publié avant la fin de l'exercice budgétaire 2010 du Tribunal (en réalité avant la fin janvier 2011). Une conférence de presse était prévue au siège du Tribunal à La Haye samedi 15 janvier. C'est ce calendrier qui a précipité la crise.

Réactions au TSL

Pour éviter la guerre programmée, la Syrie, l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Iran ont décidé de mettre leurs différents en sourdine et de joindre leurs efforts pour faire entendre raison à Washington. Il s'agissait de convaincre l'administration Obama d'abandonner un plan conçu par sa faction la plus extrémiste et de lui offrir une issue honorable.

Dans ce but, le président Bachar el-Assad, le roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud, l'émir Hamad ibn-Khalifa al-Thani et le président Mahmoud Ahmadinejad se sont succédés à Beyrouth. Chacun d'entre eux a enjoint les partis et communautés sur lesquels il exerce une influence d'asphyxier le Tribunal spécial en ne renouvelant pas son budget et en retirant ses juges libanais. Le TSL n'aurait pas été dissous. Il aurait survécu sur le papier, mais serait tombé dans une profonde léthargie. Las ! L'administration Obama a refusé la porte de sortie qui lui était offerte. N'ayant à vrai dire aucun plan de rechange à substituer à celui des Straussiens, le président états-unien a envoyé sa secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, informer les capitales concernées que le TSL irait jusqu'au bout de sa mission. Toutefois, a-t-elle laissé entendre, l'administration Obama se contentera dans un premier temps d'isoler Téhéran et ses alliés et n'envisage pas d'attaquer l'Iran à brève échéance. Chacun est donc prié d'appliquer les sanctions onusiennes et de se préparer à les renforcer.

La crise

A ce stade, on se frottait les mains à Washington, car le camp de la paix était bloqué dans une impasse. Après que le *Spiegel* et la télévision canadienne aient annoncé l'imminente inculpation de la famille d'Imad Mugniyeh, toute action politique du Hezbollah et de ses alliés contre le TSL serait présentée comme un aveu de culpabilité. Pour retrouver sa marge de manœuvre, sayyed Hassan Nasrallah décidait de publier des images filmées par des drones israéliens, interceptées par son organisation. Elles attestent qu'Israël a préparé l'attentat contre Rafik al-Hariri. Cependant ces révélations furent insuffisantes pour blanchir le Hezbollah car elles ne permettent pas d'établir si c'est bien l'Etat hébreu qui a réalisé ou non l'opération. La publication par *Odnako*, l'hebdomadaire des élites politiques russes, de notre enquête a modifié la donne. L'arme nouvelle utilisée pour ce meurtre ayant été fabriquée par l'Allemagne, ni le Hezbollah, ni l'Iran ne peuvent encore être soupçonnés. Du coup, aux yeux de l'opinion publique proche-orientale les choses s'inversent : le Hezbollah ne peut plus être accusé de lutter contre le TSL pour fuir ses responsabilités.

Convaincu par nos arguments et soutenu par le roi Abdallah Ier, le Premier ministre Saad Hariri était prêt à négocier une solution en faveur de la paix. Toutefois, l'hospitalisation du roi aux Etats-Unis affaiblissait son autorité. Son demi-frère et successeur désigné, le prince Sultan, et son neveu, le prince Bandar, apparaissaient en capacité d'exercer rapidement le pouvoir et d'imposer leur ligne pro-états-unienne. Saad Hariri choisissait alors de prendre ses distances avec le monarque saoudien et de s'aligner sur la position états-unienne.

Mardi 11 janvier à New York, le roi Abdallah renonçait à la médiation qu'il avait entreprise avec son homologue syrien. Immédiatement, la coalition du 8-Mars sommait Saad Hariri de clarifier d'urgence la situation : elle l'enjoignait de retirer les juges libanais, de refuser de continuer à financer le TSL et à collaborer avec lui, enfin de poursuivre les faux témoins devant la Justice libanaise. Dans la plus grande discrétion, les services de sécurité de l'Etat (dépendant du Président de la République, le général Michel Sleimane) étaient réorganisés. Face à l'absence de réponse de Saad Hariri, les actions de ses sociétés perdaient en quelques heures 9 % en Bourse.

Mercredi 12 janvier à Beyrouth, les 10 ministres de la coalition du 8-Mars (dont seulement 2 sont membres du Hezbollah) démissionnaient pendant la rencontre Hariri-Obama à Washington, suivis d'un onzième ministre (proche du président Sleimane). Le quorum n'étant plus réuni, le gouvernement était dissous.

Réunis à Rabieh, résidence du général Michel Aoun, les 10 ministres de la coalition du 8-Mars (incluant 2 ministres du Hezbollah) annoncent leur démission.

### **Y a t-il un Plan D ?**

En toute logique, le Tribunal spécial devrait publier sous peu, peut-être samedi, son acte d'accusation. Mais, il ne devrait plus avoir de budget à la fin du mois et devrait donc, soit devenir bénévole, soit cesser ses travaux.

En Occident, où la censure est totale sur les arguments de l'opposition, l'opinion publique devrait croire à la culpabilité du Hezbollah et à la volonté états-unienne de servir la Justice. Mais au Proche-Orient, plus personne n'est dupe : les Etats-Unis et Israël manipulent le TSL, ils masquent la vérité et instrumentent le Tribunal pour justifier une guerre générale dans la région. Ayant perdu sa légitimité, Washington ne peut espérer aucun soutien au Proche-Orient, hormis de ses vassaux stipendiés. Il faut donc passer au *Plan D*, Mais y en a t-il un ?

### **« Majorité » et « minorité » au Liban**

Les élections législatives de 2005 ont donné une large victoire à la coalition du 14-Mars, réunie autour de la famille Hariri (soutenue par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et la France). Celle-ci a été depuis lors qualifiée de « majorité ». Cependant, rapidement, elle a perdu l'une de ses deux principales composantes, le Courant patriotique libre (CPL) fondé par le général chrétien Michel Aoun.

A contrario, la coalition du 8-Mars a été qualifiée en 2005 de « minorité », mais n'a cessé de s'étoffer depuis. Réunie autour du Hezbollah, elle est soutenue par la Syrie, l'Iran et le Qatar.

Les élections législatives de 2009 ont donné lieu à une vaste fraude : en violation du Code électoral des dizaines de milliers de Libanais de la diaspora se sont vu accorder des cartes d'électeurs. Un pont aérien a été mis en place par la coalition du 14-Mars pour les transporter gratuitement au Liban, obligeant à une réorganisation complète de l'aéroport de Beyrouth. Cette manipulation a profondément modifié un scrutin réunissant au total 1,4 million d'électeurs seulement. Malgré tout, la coalition du 14-Mars (la « majorité ») n'a obtenu que 44,5 % des suffrages exprimés, tandis que celle du 8-Mars (la « minorité ») obtenait 55,5 % des voix. Cependant, grâce à un découpage électoral violemment inéquitable, la coalition du 14-Mars a conservé la majorité à l'Assemblée avec 72 sièges, tandis que la majorité populaire restait minoritaire à l'Assemblée avec 56 sièges.

La majorité parlementaire a élu le leader de la coalition du 14-Mars, Saad Hariri, comme Premier ministre. Il est parvenu à composer un gouvernement d'union nationale comprenant 15 ministres du 14-Mars, 10 ministres du 8-Mars et 5 ministres neutres (des techniciens proposés par le président de la République). C'est ce gouvernement qui vient de chuter.

Le Parti Socialiste Progressiste (PSP) du leader druze Walid Jumblatt a pris ses distances avec la coalition du 14-Mars. Dans le cas où ses députés joindraient leurs votes à ceux de la coalition du 8-Mars, la majorité populaire deviendrait alors aussi la majorité parlementaire.

Selon l'accord national, la fonction de président de la République revient à un chrétien maronite, celle de Premier ministre à un musulman sunnite et celle de président de l'Assemblée à un musulman chiite.

Luc Torreele

<http://polymedia.skynetblogs.be/archive/2011/01/22/les-etats-unis-et-le-liban.html>

## Bernard Mikael : Ça suffit,

Et... c'est reparti. Le président Sarkozy annule la réunion du groupe de travail pour le Liban, l'émir Qatari rencontre le président Sarkozy pour discuter de la situation libanaise, Hillary Clinton s'inquiète pour la « main mise » du Hezbollah au pouvoir, et (sans rire) veut couper les aides américaines du Liban (vous allez mourir de faim les libanais), Joe Bayden, vice président américain, fait pression sur les députés pour nommer Hariri au pouvoir...

Mais, dans quelle langue faut-il vous le dire, ENOUGH, ÇA SUFFIT, خَلْصْ. On est prêt à vous le dire dans toutes les langues du monde, autant de langues qu'il y a d'émissaires qui viennent nous « aider ». ça suffit, khallas, laissez nous tranquille.

On a assez avec vos navettes diplomatiques.

On a assez de vos conseils,

On a assez de vos émissaires,

On a marre de vos initiatives,

Ral le bol de vous voir tous les jours sur toutes les chaînes de télé.

On ne veut plus de votre aide, pays amis comme pays frères. Occidentaux comme orientaux.

Initiative après initiative, accord après accord, depuis que les « grandes puissances » existent, le Liban baigne dans vos conseils, étouffé par vos conseillers, déchiqueté par vos armes.

Depuis que les pays arabes existent, on reçoit vos présidents, vos émirs et vos vizirs, pour « aider le petit frère » à s'en sortir, en envoyant votre argent noir pour monter les uns contre les autres.

Nous n'avons pas besoin de vous, occupez vous de vos affaires, il y a beaucoup à faire chez vous. Que chacun balaye devant sa porte.

Il ne manquait que les leçons des égyptiens sur la démocratie, ça c'est la meilleure... Alors que le président égyptien est au pouvoir depuis plus de 30 ans, alors que les égyptiens vivent dans la pauvreté, alors que le pouvoir est entre les mains d'une mafia, alors que 10 millions de chrétiens vivent en tant que citoyens de deuxième degré, alors que depuis 30 ans l'état d'urgence est décrété, alors qu'un peuple de 80 millions n'a le droit de manifester qu'en faveur du pouvoir. Ce matin, tout le réseau de télécoms égyptien était coupé pour empêcher les manifestations de se former !!! Et il a le culot ce ministre égyptien étranger aux affaires de proposer des initiatives de sortie de crise et de nous apprendre à vivre ensemble chrétiens et musulmans, sunnites et chiites. Mais appliquez les chez vous d'abord vos conseils, vous seriez sortis de la misère depuis longtemps, vous auriez permis aux coptes d'accéder aux postes de responsabilité, vous auriez construit un semblant de démocratie depuis un moment, vous auriez changé de président depuis deux décennies.

Sinon il y a au choix tous les golfiens. Ceux là aussi viennent nous voir 3 fois par jour, matin midi et soir, après le repas, tout comme l'antibiotique. Ils pensent soigner notre démocratie en difficulté. Au nom du ciel, vous, rois émirs et vizirs, c'était quand la dernière fois que vous avez organisé des élections libres dans vos pays respectifs. Ah oui pardon, élections veut dire : demander au peuple de choisir ses représentants par vote à bulletin secret et "libres" veut dire : choisir et agir sans aucune pression ou contrainte dans le cadre de la loi. A propos des élections, les femmes peuvent exercer ce droit chez vous ? Ah oui, excusez-moi encore une fois, « droit » veut dire : Ce qui est conforme à la loi, ce qui a rapport à la loi. Et « loi » veut dire : Prescription émanant de l'autorité souveraine, donc du peuple. Ha ha, et la boucle est bouclée, et vous êtes hors circuit. Dites, La prochaine fois on organise des élections chez nous, gardez les vos milliards de dollars ou donnez les à votre peuple qui baigne dans la pauvreté, ou mieux encore, construisez des écoles, ça réduit le taux d'illettrisme le plus élevé au monde. Mais franchement, vous vous croyez vraiment en mesure de donner des leçons sur le respect de la diversité, la démocratie, le droit, la loi, le choix, la foi...

Que dire des occidentaux. Le pragmatisme, les intérêts, le droit de l'homme. Toutes les contradictions, entre ce qui est écrit dans vos constitutions, ce que vous dites, et ce que vous faites... Les contradictions. Depuis le 17ème siècle vous nous gavez avec votre moralité. C'est facile, vous regardez le monde entier à travers votre prisme à vous. Vous nous imposez votre vision à vous, comme une vérité, comme une loi, et celui qui ne la suit pas, beh, il est hors la loi, votre loi. Vous critiquez notre démocratie consensuelle et vous nous donnez des conseils pour la faire évoluer. Mais, avez-vous essayé de vivre avec 18 communautés, avez-vous essayé de trouver un dénominateur commun à 18 cultures, à 18 communautés. Nous oui, on l'a fait. Vous avez à peine 10% de non-chrétiens dans vos pays respectifs, et votre équilibre est ébranlé, et vous ne savez pas comment le rétablir. Après 40 ans de cohabitation avec quelques nouvelles communautés, vous ne comprenez toujours pas qu'il y a des religions qui ne mangent pas de porc, qui portent un voile, qui prient 5 fois par jour, qui n'aiment pas le vin... Figurez-vous que nous vivons ensemble depuis 15 siècles, et que les conflits étaient toujours l'exception, pire encore, des conflits qui coïncidaient avec la présence de vos émissaires.

La prochaine fois vous nous envoyez un émissaire, qu'il vienne avec un cahier de note vierge pour vous apprendre ce que c'est la tolérance, ce que c'est accepter l'autre, ce que c'est vivre la différence.

Quant à vous les cow boys de l'occident occidental. Gardez les vos émissaires, ou dois-je les appeler corbeaux. Liban, Irak, Afghanistan, Egypte, Tunisie, Palestine... là où vos corbeaux passent, c'est le conflit garanti, les émeutes, la crise. Prenez 5 minutes pour méditer, réfléchir, et me dire, très honnêtement si vous avez des conseils à donner ??? Vous n'avez pas toujours

compris pourquoi tout le monde vous déteste, je vous assure tout le monde, même vos alliés les plus proches. Vous maintenez au pouvoir des dictateurs depuis des décennies, vous les caressez, vous les protégez, vous les exploitez, vous les gavez pour les massacrer quand vous en avez plus besoin, en gros, quand leurs puits de pétrole sèchent ou l'exploitation baisse, ou leur collaboration cesse. De Ben Laden, aux islamistes, aux wahabites, au Haririste, à Moubarak, aux Saoudiens, à Saddam, à Bachar, à Ben Ali ... Vous prônez la démocratie, vous la prêchez, vous la commercialisez. Mais qui vous a donné le droit d'intervenir dans l'évolution naturelle de chaque système politique de ce monde. La démocratie à l'américaine ne s'applique pas en Arabie Saoudite, et votre modèle économique ne s'applique pas en Chine, et votre culture de la consommation ne s'applique pas en Egypte... le monde à l'américaine ne peut pas exister. Comprenez-le, pourtant c'est facile à comprendre.

Vous occidentaux, proches et lointains, vous venez greffer Israël au milieu du monde arabe pour corriger votre sauvagerie contre les juifs lors de la deuxième guerre mondiale. Sauf que, vous corrigez vos fautes par une faute encore plus grave, en virant un peuple qui vivait en paix depuis des siècles. Ce peuple palestinien, désormais sans terre, provoque des conflits partout où il s'est réfugié. Ce même occident, a le culot d'appeler les militants palestiniens de terroristes, et d'aider les israéliens à se défendre, en leur offrant armes et argent !!! Et viennent par la suite nous donner des leçons pour résoudre ces conflits. Comment appeler cette attitude? je dirais: Le pompier Pyromane.

Pour corriger l'erreur grave de votre greffe, vous montez et maintenez tout un système corrompu, et vous installez au pouvoir, beh, des corrompus, forcément. Et maintenant, comment compte-vous corriger cette greffe ? Une bombe nucléaire pour décimer les arabes ? c'est une idée qui plait à votre Ben Laden Israélien, Libermann, il l'a proposé d'ailleurs.

Pour revenir au Liban, il y a malheureusement, toujours les petits libanais qui acceptent de jouer le jeu des grands, ils n'ont jamais été souverains, ni libres, sachant que la liberté n'est qu'un état d'esprit, que même un prisonnier peut l'avoir. Vous aviez toujours eu une classe politique pourrie, corrompue, vendue, à vos soldes.

Mais le Liban ne fait pas exception. Combien d'Allemands ont joué le jeu du nazisme, combien de français ont participé au massacre des français et des juifs, combien d'américains ont vendu des armes aux iraniens, alors que l'Amérique était en état de guerre avec l'Iran, combien d'israéliens ont vendu des armes aux palestiniens, et combien d'émissaires, d'ambassadeurs et même de présidents ont vendu leurs âmes et leur morale pour de l'argent. Et continue à le faire.

M. Mikati, quant à vous, à peine chargé de former un gouvernement, vous avez déclaré : « les arabes ont fourni beaucoup d'effort dans le cadre de leur dernière initiative, on ne peut pas s'en passer des garanties arabes pour les garanties internationales, sans la permission des arabes, notamment la Syrie et l'Arabie Saoudite ».

Je vous sors le premier carton jaune, M. Mikati. Si vous n'avez pas le culot, le poids et l'esprit pour être libre, vivre libre, indépendant et SOUVERAIN, restez chez vous. On ne veut que des hommes libres.

Faites comme l'Egypte, coupez le réseau de télécoms, arrêtez l'aéroport de Beyrouth, tuez les pigeons messagers, coupez les satellites et leurs chaînes télévisées, et formez votre gouvernement par la suite.

**Bernard Mikael :**

Vendredi 28 janvier 2011

RPL-

Source : RPL France

<http://www.rplfrance.org/...>

[http://www.palestine-solidarite.org:80/dossier.Liban.rpl\\_france.280111.htm](http://www.palestine-solidarite.org:80/dossier.Liban.rpl_france.280111.htm)

## Abdel Bari Atwan : Le Liban au bord de la guerre.

L'observateur désireux d'entrevoir la carte des événements (proches et plus lointains) vraisemblables au Liban doit suivre les informations en provenance d'Arabie, et plus particulièrement les prises de position et les déclarations de son ministre des Affaires étrangères, le prince Saûd al-Fayçal, cela en raison de la grande influence qui est la sienne et de son alliance avec les Etats-Unis, d'où découle sa connaissance dans les moindres détails, des plans que l'on y concocte contre ce malheureux pays.

Ainsi, lorsque ce prince affirme lors d'une interview à la chaîne télévisée *Al-Arabiyya* que la situation au Liban est « grave » et que son pays a renoncé à la médiation qu'il menait avec la Syrie en vue d'une solution de la crise relative au Tribunal Spécial sur le Liban (TSL) mis sur pied afin d'examiner l'assassinat du président libanais Rafiq Al-Hariri et ses conséquences, nous devons, en nous fondant sur ces déclarations très claires venues d'un homme proche du camp des faucons dans la famille régnante, nous attendre au pire. Ce pire peut se cristalliser selon trois possibilités :

1) l'explosion d'une guerre confessionnelle opposant les chiites et les sunnites au Liban, prenant l'ampleur d'une guerre civile et offrant des prétextes à des interventions militaires étrangères, ainsi qu'à des opérations de polarisation internes ;

2) une agression israélienne de grande envergure contre le Liban prenant pour prétexte la dégradation de la situation sécuritaire et l'exploitation du verdict supposé du tribunal international pour incriminer le Hezbollah via l'accusation lancée contre certains de ses éléments d'être responsables de l'assassinat de Hariri, ce qui donnerait le feu vert et servirait de prétexte à l'élimination de toute résistance au Liban par la voie armée ; enfin,

3) le partage du Liban entre cantons isolés indépendants ou quasi indépendants, ou en micro-états type Monte Carlo, Liechtenstein ou Île de Mann...

Le prince Fayçal ne parle pas en l'air lorsqu'il dit : « Si les choses en arrivent jusqu'à la sécession et au partage du Liban, c'en sera fini du Liban en tant qu'Etat caractérisé par son mode de coexistence pacifique » : cela signifie tout simplement qu'un tel plan de partage existe bien et qu'il est envisagé comme une solution parmi d'autres, conformément aux frontières posées par les deux camps opposés, le Courant du 14 mars (dirigé par Saad Al-Hariri) et le courant de la résistance et de l'opposition emmené par le Hezbollah.

Nous ne savons pas sur quelles bases le prince Fayçal a évoqué une partition du Liban dans ses déclarations : entend-il, par là, la séparation du Sud (majoritairement peuplé de chiites) du Nord (où vit une majorité sunnite et maronite) ? Dans ce cas, il est permis de s'interroger, par exemple sur le sort des poches chrétiennes, druzes et sunnites (au Sud) : assistera-t-on à des opérations d'épuration ethnique et au départ forcé des indésirables, dans le cadre de la flambée de confessionnalisme qui montre sa tête et reçoit les encouragements de l'extérieur, tant arabe qu'occidental ?

La carte politique actuelle du Liban diffère du tout au tout de celle des années 1970, au moment où la guerre civile a éclaté. Il y avait alors deux camps opposés, un camp islamiste « progressiste » soutenu par la Résistance palestinienne et regroupant les sunnites, les chiites et les druzes, et un camp purement chrétien, avec l'existence de quelques poches, très limitées, « neutres » ou « opposées à la guerre ».

Aujourd'hui, rien de tel : nous avons des sunnites avec Hariri et des sunnites contre Hariri, nous avons un courant chrétien maronite puissant allié au camp de la Résistance, sous la direction du général Michel Aoun, regroupant M. Suleïman Franjiéh et d'autres personnalités, de même que nous avons des chiites réunis sous la bannière du Courant du 14 mars, opposé au Hezbollah et au courant Amal que dirige M. Nabîh Berri, qui est le président de l'Assemblée nationale libanaise.

Le Liban est trop petit et trop compliqué pour pouvoir ainsi éclater en de multiples Etats, cités, confessions ou obédiences. A moins qu'il n'existe un plan américain dont nous ignorerions l'existence ? En effet, ceux qui ont divisé le Soudan, dispersé l'Irak et déchiété les territoires palestiniens occupés entre deux fronts rivaux sont capables de plonger leur couteau dans le corps libanais et de dépecer ce pays avec des complicités internes et un soutien arabe en profitant de l'état de décrépitude humiliante que traverse actuellement la nation arabe.

Mais, en réalité, la médiation syro-saoudienne dont le prince Fayçal vient d'annoncer la fin n'existait pas. S'il y en a eu une, celle-ci n'était sans doute pas sérieuse. Et si, sérieuse, elle l'était, c'était uniquement dû à la bonne volonté de ses initiateurs et non pas au désir de Washington de la voir réussir, ni à son soutien. Si Washington a soutenu cette médiation, ce fut uniquement pour l'utiliser à la manière d'une sorte d'injection d'anesthésiant ou d'une sorte d'allaitement artificiel visant à distraire les Libanais et à calmer le jeu dans leur pays afin de gagner un maximum de temps, jusqu'à ce que soient réunies les conditions favorables à la publication du verdict présumé du tribunal international dans les délais prévus.

Le fait que l'annonce de la fin de la médiation saoudo-syrienne soit aussi brutale et intervienne au lendemain des fêtes de Noël ne doit rien au hasard. De même que ne doit rien au hasard non plus le fait que ce 'divorce' syro-saoudien ait été officialisé à la fin d'une réunion quadripartite tenue dans la suite du souverain saoudien, le roi Abdullah Ibn Abdel- Aziz à New York et ce, en présence du président français Nicolas Sarkozy et de la Secrétaire d'Etat américaine Mme Hillary Clinton, en sus de M. Saad Hariri, président du Rassemblement du 14 mars et alors Premier ministre.

De même que ne relève pas de la coïncidence le fait qu'Ehud Barak, ministre israélien de la Défense, démissionne du parti travailliste pour constituer un nouveau regroupement politique visant à renforcer son alliance avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu et avec Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères, en vue de la constitution d'un « cabinet de guerre » en Israël.

Ce qui réunit Netanyahu et Barak, c'est le fait qu'ils sont convaincus du caractère inéluctable d'une guerre visant à détruire le Hezbollah au Liban et servant de piège pour entraîner la Syrie ou l'Iran (voire les deux) dans la guerre, ce qui permettrait d'avoir des prétextes pour étendre ce conflit et y impliquer les Etats-Unis et l'Union européenne aux côtés d'Israël et de ses alliés (directs et indirects) au Liban.

C'est à notre grand regret que nous devons dire que le Liban s'achemine à grands pas vers la guerre. Les possibilités de paix reculent, si elles ne se sont pas déjà totalement évaporées, ce qui signifie que les patients efforts déployés actuellement par le triangle syro-turco-qatari sont confrontés à de multiples difficultés. Nous n'exagérons nullement en disant que les déclarations du prince Saoud Al-Fayçal, qui son tombées juste au moment de la réunion du sommet tripartite de Damas, visaient à faire avorter cet effort tripartite (ou tout au moins, dans le meilleur des cas, à en réduire les chances de succès).

Ce qui nous rassure quelque peu, dans ce contexte de sombres intrigues, c'est le fait que la Résistance a choisi de tenir bon ; elle a opté pour le 'çumûd'. Elle a décidé de défendre le Liban et son arabité dans la confrontation de toute agression israélienne éventuelle avec la même fermeté à laquelle nous avons assisté durant la guerre de l'été 2006. Les guerres israéliennes ne sont plus des promenades de santé, ni des incursions à sens unique face à des régimes corrompus et croulants bien que vociférant. Non, ce sont désormais des guerres qui doivent faire face à des peuples dont les enfants sont prêts, aujourd'hui, à s'immoler par le feu afin d'allumer la mèche des révolutions qui feront sauter ces régimes répressifs, pourris et obscurantistes.

Abdel Bari Atwan :

4 février 2011

Source : ISM France

---

---

---

---

## 1 Lutte pour la libération du territoire

### Les relents de la guerre

#### a) Liban

28/01/2011

### Le Liban porte plainte contre le régime israélien au Conseil de sécurité

Le Liban a porté plainte, auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, pour une nouvelle violation israélienne de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, ainsi que de la résolution 1.701.

L'armée du régime israélien a franchi les frontières libanaises et a tendu des embuscades, à 6 mètres au nord de la ligne bleue, en kidnappant, notamment, un citoyen libanais. Le Liban somme le Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités envers les violations permanentes du

<http://www.alterinfo.net/notes/>

---

#### c) Finul

### FINUL : Les armes d'un groupe libanais sont de la responsabilité de l'Etat.

Le commandant général des forces des Nations Unies au Liban, le général Alberto Asarta a exprimé sa foi en la capacité des Libanais à résoudre leurs problèmes internes par eux-mêmes en-dehors de toute ingérence extérieure, Il a souligné qu'il ne voit pas dans « la situation libanaise une menace quelconque sur l'avenir du Liban, ajoutant qu'il a fait part de son impression aux pays démocratiques, et même en Europe ».

Selon le quotidien al-Nahar , Asarta a affirmé qu'il n'y a aucune crainte de voir des répercussions se développer dans la FINUL dans le sud du Litani, qui reste la région la plus stable au Liban, selon ses termes.

Asarta a réitéré que « la FINUL n'a rien avoir avec le TSL soulignant que la relation de la FINUL avec l'armée est excellente à tous les niveaux, ainsi qu'avec toutes les parties libanaises au Sud, indépendamment de leur affiliation politique ».

Il a souligné que les armes d'un groupe politique libanais est de la responsabilité de l'armée libanaise et du gouvernement libanais, rappelant que la FINUL est là pour aider l'armée et le soutenir conformément à la Résolution 1701.

Asarta a précisé que le mandat de la FINUL n'est pas le désarmement, mais le soutien de l'armée.

Pour ce qui est des réunions entre l'armée libanaise et l'occupation israélienne, organisées sous les auspices de la FINUL, Asarta a estimé que « ces réunions sont une occasion pour créer un climat de confiance entre les deux parties, et résoudre les questions qui les concernent pour rechercher des solutions aux points litigieux ».

29/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=171678&language=fr>

---

---

## 2 Politique

### a) Libanaise

#### 2a-1 La crise gouvernementale

Au jour le jour

### Joumblatt se réunit avec Nasrallah, la feuille de route de Hariri: un piège USA!

Quelques heures après avoir annoncé se ranger au côté de la Résistance et de l'Opposition, le chef du PSP, le député Walid Joumblatt a rencontré vendredi soir le secrétaire général du Hezbollah Sayyed Hassan Nasrallah.

"La conversation a porté sur la position annoncée par monsieur le député Joumblatt plus tôt dans la journée en conférence de presse ainsi que sur l'avenir du Liban, de son gouvernement et de la nation", selon un communiqué du service des communications du Hezbollah sans donner plus de précision.

La rencontre entre les deux hommes est intervenue après que le leader druze eût mis son poids dans la balance en faveur de l'Opposition.

"Je confirme la position de mon parti de se tenir aux côtés de la Syrie et de la Résistance", a dit M. Joumblatt au cours d'une conférence de presse, en référence au Hezbollah. Il a précisé que cette décision était motivée par son désir de préserver la stabilité du Liban.

Sur les 128 députés, le bloc parlementaire de M. Joumblatt compte 11 élus (dont cinq appartenant à son parti), celui du Hezbollah 57 et celui de Saad Hariri 60.

Pour imposer son candidat au poste de Premier ministre, le Hezbollah a besoin de 8 voix en plus des 57 qui lui sont assurées. Mais le ralliement de M. Joumblatt ne signifie pas que les 10 autres députés de son bloc le suivront. Le président de la République, Michel Sleimane, doit entamer lundi des consultations avec les groupes parlementaires sur la nomination d'un Premier ministre!

Par ailleurs, le quotidien libanais as-Safir a publié le texte de la feuille de route de l'ex-Premier ministre Saed Hariri, document qu'il avait présenté à la délégation turco-qatarie !

Selon as-Safir, le document n'est qu'une manipulation américaine pour saboter l'initiative euro saoudienne. « un scandale »

selon les termes du quotidien !

Voici les demandes faites par l'ex premier ministre Saed Hariri :

- Retirer le dossier des faux témoins.
- Le retrait des mandats judiciaires syriennes.
- Un gage fait par les quatre officiers (Jamil Al-Sayyed, Ali Hajj, Mustafa Hamdan et le général Raymond Azar), de ne pas poursuivre l'affaire au Liban ou à l'extérieur.
- Ne pas toucher ou s'attaquer à l'équipe du Premier ministre Hariri (Said Mirza, Wissam Hassan Achraf Rifi..)
- Accompagner positivement toutes les étapes de Hariri
- Le retrait des armes palestiniennes hors des camps de réfugiés (Qoussaya Yanta, Heloué et Deir Achaer, etc)
- Transformer la Division de l'information en Direction générale.
- Modifier le système de vote à la direction de la Sécurité intérieure (en la moitié + un au lieu des deux tiers, comme c'est le cas actuellement)
- Envoyer les 69 projets de loi approuvés par le gouvernement de Siniora à l'Assemblée nationale sans passer par le gouvernement de Hariri.
- Confirmer l'Accord de Taëf
- Traiter les « triangles de sécurité ».

En échange de ses demandes, l'ex-Premier ministre s'engage à ce qui suit :

- L'annulation du protocole de coopération avec le TSL
- Arrêter le financement du Tribunal.
- Retrait des juges libanais du Tribunal

De son côté, le bureau d'information de Hariri a déclaré dans un communiqué «l'authentification de Saad Hariri à l'accord fait avec le président Bachar al-Assad et sayyed Hassan Nasrallah insinue qu'il y a eu signature, ce qui n'est pas le cas et donc les choses sont restées dans le cadre du débat...»

Le Bureau a estimé que " certains médias aurait dû vérifier le document de l'autre partie de l'accord qui n'est autre qu'une tentative pour éviter l'accord de Taëf et encercler le premier ministre au lieu de se livrer à une campagne de diffamation ».

22/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=171053&language=fr>

## Hariri ne participera pas à un cabinet dirigé par le Hezbollah

Le premier ministre libanais [Saad Hariri](#) est toujours chargé des affaires courantes du pays.AFP

Le premier ministre en exercice, Saad Hariri, a annoncé lundi que sa formation ne participerait pas à un cabinet dirigé par un candidat du Hezbollah, au moment où sont entamées des consultations en vue de désigner un nouveau chef du gouvernement au Liban.

*"Le Courant du futur annonce dès aujourd'hui qu'il refuse de participer à tout gouvernement dirigé par un candidat du '8-Mars'",* a indiqué un communiqué du bureau de presse de M. Hariri, en référence à l'opposition menée par le Hezbollah. Le premier ministre en exercice a confirmé, jeudi 20 janvier au soir, [sa candidature à sa propre succession](#).

Le président de la République, [Michel Sleimane](#), a entamé lundi les consultations avec les groupes parlementaires pour nommer un nouveau premier ministre, un poste pour lequel l'ancien dirigeant [Najib Mikati](#) apparaissait comme favori.

### NAJIB MIKATI, CANDIDAT DU HEZBOLLAH

Ancien premier ministre pendant trois mois en 2005, Najib Mikati, âgé de 55 ans, avait été élu député sur les listes de Saad Hariri qui ont remporté la majorité aux législatives de 2009. Ce milliardaire a toutefois été un rival de M. Hariri, de par sa position de prétendant au poste de premier ministre, réservé aux sunnites de ce pays multiconfessionnel.

*"Le choix est clair: il y a un candidat qui s'appelle Saad Hariri et un autre candidat qui est celui du 8-Mars",* a ajouté le communiqué de M. Hariri, estimant que *"tout ce qui se dit à propos d'un candidat consensuel est de la poudre aux yeux"*.

La presse de lundi était unanime pour décrire M. Mikati comme le candidat du puissant parti chiite.

*"L'opposition a tranché et veut proposer le nom de Najib Mikati",* écrivait le quotidien *Al-Akhbar*, proche du Hezbollah. *"Son nom prévaut contre tous les autres",* a en effet indiqué [Ibrahim Kanaan](#), député d'une formation alliée du Hezbollah.

### LE HEZBOLLAH APPELLE À UN "PARTENARIAT NATIONAL"

Le secrétaire général du Hezbollah, [Hassan Nasrallah](#), avait affirmé dimanche que son parti souhaitait voir la mise en place d'un gouvernement de *"partenariat national", "avec la participation de toutes*

*les parties*". Pour imposer son candidat au poste de premier ministre, le Hezbollah a besoin de huit voix en plus des cinquante-sept qui lui sont assurées.

Walid Joumblatt, le leader originaire de la communauté druze libanaise, a annoncé vendredi 21 janvier se ranger dans le camp du Hezbollah dans la crise politique que traverse actuellement le Liban. Le [ralliement de M. Joumblatt](#) ne signifie pas que les dix autres députés de son bloc le suivront.

Onze ministres du Hezbollah ont démissionné le 12 janvier du gouvernement d'union, provoquant sa chute, après de longs mois de bras de fer avec le camp du premier ministre, Saad Hariri, au sujet du tribunal de l'ONU chargé d'identifier et de juger les assassins de l'ancien premier ministre [Rafic Hariri](#), père de Saad.

24.01.

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/24/liban-hariri-ne-participera-pas-a-un-cabinet-dirige-par-le-hezbollah\\_1469662\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/24/liban-hariri-ne-participera-pas-a-un-cabinet-dirige-par-le-hezbollah_1469662_3212.html)

24/01

## Saad Hariri exclut de cohabiter avec un Hezbollah aux commandes.

Saad Hariri, Premier ministre libanais sortant, annonce lundi que son mouvement, le Courant du futur, ne siègera pas dans un gouvernement emmené par le Hezbollah et ses alliés.

Le Liban est plongé dans la crise depuis que les 11 ministres issus du mouvement chiite et des partis qui y sont associés ont démissionné à la mi-janvier, provoquant la chute du gouvernement Hariri.

Les ministres du Hezbollah ont ainsi exprimé leur désaccord avec l'enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, père de Saad, en février 2005.

Vendredi, le dirigeant druze Walid Djoumblatt a annoncé que son groupe, qui compte 11 élus, appuierait le Hezbollah lors des consultations que le président Michel Souleimane devait entamer ce lundi en vue de la formation du nouveau gouvernement.

Le soutien du bloc conduit par Djoumblatt devrait assurer au Hezbollah et à ses alliés la majorité au parlement.

[http://www.lexpress.fr/actualites/2/saad-hariri-exclut-de-cohabiter-avec-un-hezbollah-aux-commandes\\_955200.html](http://www.lexpress.fr/actualites/2/saad-hariri-exclut-de-cohabiter-avec-un-hezbollah-aux-commandes_955200.html)

---

## 2a-6 Rafic Hariri.:

### Tribunal international de l'ONU

#### Hariri : Un document audio révèle la fabrication des faux témoignages.

La chaîne de télévision indépendante libanaise NewTV a diffusé samedi 15 janvier un enregistrement audio d'une réunion secrète, tenue en 2005 à Marbella (Espagne). Y participent (de gauche à droite sur le photo-montage utilisé pour illustrer la bande son) : Saad el-Hariri (fils de l'ancien Premier ministre assassiné), Mohamed Zuhair as-Siddik (le principal faux témoin), le commissaire Gerhard Lehman (numéro 2 de la Commission d'enquête onusienne) et Wissam el-Hassan (bras droit de Saad Hariri et directeur des services de renseignement).

Au cours de la réunion, les conjurés décident de faire retomber le meurtre de Rafik el-Hariri sur quatre généraux libanais et neuf personnalités syriennes. Ils discutent aussi du paiement et de la protection du faux témoin.

Rappelons qu'à la suite de cette réunion, quatre généraux libanais furent arbitrairement incarcérés durant quatre ans. Israël profita de la décapitation des services de sécurité libanais pour attaquer le pays. Sur la base du faux témoignage de M. as-Siddik, la Commission mit en cause les présidents en exercice de la Syrie et du Liban, Bachar el-Assad et Emile Lahoud, tandis que les Etats-Unis menacèrent d'intervenir militairement pour les arrêter. Le complot s'effondra lorsque les services secrets syriens démontrèrent l'inanité du faux témoignage.

Le Tribunal spécial pour le Liban a jusqu'à présent refusé d'enquêter sur « l'affaire dans l'affaire » (les faux témoins) et a refusé de remettre aux quatre généraux injustement incarcérés les documents qui leur permettraient de se retourner contre leurs accusateurs.

Le commissaire allemand Lehman a été mis en cause dans son pays comme agent de la CIA impliqué dans le programme d'enlèvement, de séquestration et de torture en Europe. Il a été formellement reconnu par une des victimes.

Après avoir séjourné en France, Mohamed Zuhair as-Siddik a disparu, avant d'être retrouvé aux Emirats arabes unis où il a été brièvement incarcéré pour immigration illégale et usage de faux passeport. Lors d'une conférence de presse donnée au moment de sa libération, il a affirmé avoir reçu un faux passeport tchèque de la main du président français Nicolas Sarkozy. Depuis plusieurs semaines, de hauts responsables du Tribunal —voyant la chute de celui-ci imminente— se sont mis à vendre au prix fort les documents auxquels ils ont accès.

Egalement en violation du secret de l'instruction, l'acte d'accusation aurait été présenté à New York la semaine dernière par le département d'Etat US au roi Abdallah Ier d'Arabie saoudite, au président français Nicolas Sarkozy et à Saad Hariri (alors Premier ministre libanais), indique la presse libanaise. Il avait été prévu de le rendre public samedi 15, mais cela a été reporté au lundi 17 en raison de la démission du gouvernement libanais. Les ministres états-unien et français des Affaires étrangères,

Hillary Clinton et Michèle Alliot-Marie ont publiquement commenté le contenu de l'acte d'accusation confirmant ainsi qu'elles en avaient illégalement eu connaissance

16janvier

---

---

### 3 Politique internationale

#### a) Pays Arabes & voisins

##### Ligue arabe

#### L'Arabie saoudite renonce à sa médiation dans la crise libanaise.

L'Arabie saoudite annonce, mercredi 19 janvier, avoir abandonné ses efforts de médiation conjoints avec la Syrie dans la crise politique libanaise.

Dans une déclaration à la chaîne satellitaire Al-Arabiya, le ministre des affaires étrangères saoudien, le prince Saoud Al-Fayçal, explique que le roi Abdallah a tenté, par des contacts directs avec le président syrien Bachar Al-Assad, de "parvenir à une solution globale au problème libanais".

Mais il a ajouté que le roi s'était par conséquent "retiré de ces efforts de médiation", ceux-ci n'ayant "pas abouti". Le gouvernement saoudien avait déjà mis en garde lundi les forces politiques au Liban contre les risques de sédition et de troubles après la chute du gouvernement.

La Syrie, qui soutient le Hezbollah chiïte, et l'Arabie saoudite, qui appuie le camp du premier ministre, Saad Hariri, ont mené en vain des efforts depuis l'été dernier en vue d'apaiser les tensions dans ce pays divisé depuis l'assassinat de l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

#### SITUATION DANGEREUSE

Le ministre estime que la situation au Liban était "dangereuse" après le dépôt de l'acte d'accusation du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé d'enquêter sur l'assassinat de Rafic Hariri et de juger ses responsables. "Si on arrive à une partition ou une sécession, cela signifierait la fin du Liban en tant qu'Etat où coexistent pacifiquement différentes communautés, religions et parties", a-t-il encore dit. L'armée libanaise a renforcé sa présence mardi à Beyrouth, et des écoles ont fermé de crainte de violences après de brèves rassemblements de jeunes non armés dans les rues, au lendemain du dépôt de l'acte d'accusation.

#### NOUVELLE MÉDIATION

Les ministres des affaires étrangères de la Turquie, Ahmet Davutoglu, et du Qatar, Hamad Ben Jassem Al-Thani, se trouvent à Beyrouth depuis mardi pour tenter une médiation. Ils ont rencontré le soir même le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah après s'être entretenus avec le président Michel Sleimane, le président du Parlement Nabih Berri, et le premier ministre en exercice, Saad Hariri.

19.01

<http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/19/l-arabie-saoudite-renonce-a-sa-mediation-dans-la-crise->

---

#### Turquie

#### La Turquie négocie avec le Hezbollah

Les chefs de la diplomatie turque et qatarie ont discuté mardi soir avec le Hezbollah, des solutions possibles à la crise politique qui agite le Liban.

Le lieu est resté secret, mais des images d'une énième réunion de médiation impliquant le Hezbollah ont tout de même été diffusées, ce mardi au Liban. Ce qu'il faut en retenir, ce ne sont pas les conclusions de cet échange - secrètes elles aussi -, mais plutôt ses protagonistes.

La télévision du parti chiïte, Al-Manar, a montré des images d'une réunion tenue entre Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, et les ministres des Affaires étrangères de la Turquie, Ahmet Davutoglu, et du Qatar, cheikh Hamad ben Jassem ben Jabr Al-Thani.

Jusqu'à maintenant, le grand médiateur de la crise politique libanaise était l'Arabie Saoudite. Mais elle a annoncé mercredi avoir abandonné ses efforts de médiation conjoints avec la Syrie. Les saoudiens ont qualifié la situation de "dangereuse", mettant en garde contre une "partition" du pays.

"Les discussions ont porté sur la crise politique au Liban et notamment la question du tribunal international et celle du nouveau gouvernement. Les idées et les solutions proposées ont été discutées", a indiqué mercredi un communiqué du parti de dieu.

De son côté, l'Iran met de l'huile sur le feu en pointant du doigt les puissances occidentales. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a lancé mercredi une mise en garde à Israël, aux Etats-Unis et à certains pays européens, les appelant à "arrêter leur incitation à la sédition s'ils ne veulent pas que le peuple ne se retourne contre eux".

La crise a pour origine le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), dont le procureur a déposé lundi l'acte d'accusation dans l'enquête sur l'assassinat en 2005 de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. Le Hezbollah, qui s'attend à être mis en cause dans l'acte d'accusation, encore confidentiel, a prévenu qu'il se défendrait contre toute accusation du TSL.

LEXPRESS.fr avec AFP,

19/01

## b) Europe

### 3 France

#### L'Elysée associé au plan de liquidation de la résistance libanaise

Poursuites politiques à l'encontre du Réseau Voltaire

Nous portons à votre connaissance l'information révélée le 27 janvier 2011 par le site italien de la revue universitaire de Géopolitique Eurasia. Cette information permet de comprendre que la France de Sarkozy est plus impliquée qu'on ne pourrait le penser dans la déstabilisation du Liban. Elle démontre à quel point l'Elysée est engagé à empêcher la démocratie de fonctionner normalement au Liban. Elle démontre que Nicolas Sarkozy, associe la France, à l'insu de ses citoyens, dans la mise en œuvre du plan criminel élaboré à Tel Aviv et Washington. Plan qui doit conduire, par toutes sortes de manipulations secrètes, à criminaliser une force politique importante au Liban, le Hezbollah, et aboutir à sa liquidation.

27 janvier 2011

#### Une commission rogatoire internationale concernant Thierry Meyssan,

Le 3 novembre 2010, soit dix jours avant de quitter le ministère français de la Justice, Michèle Alliot-Marie a fait délivrer à son homologue libanais une commission rogatoire internationale concernant Thierry Meyssan, en sa qualité de responsable de publication du Réseau Voltaire.

La commission a été reçue par le ministre libanais, Ibrahim Najjar, représentant des Forces libanaises de Samir Geagea (condamné pour l'assassinat d'un Premier ministre, puis relâché sous la pression US) dans le gouvernement de Saad Hariri, soutenu par Paris. Elle était accompagnée d'une note de la Chancellerie soulignant la gravité des publications de Voltairenet.org qui porteraient atteinte aux bonnes relations franco-libanaises.

Cette commission rogatoire fait suite à une instruction conduite par la vice-présidente du Tribunal de Grande Instance de Paris pour des articles publiés en 2007 et 2008, dénonçant la propagande sioniste, notamment les imputations d'un média français selon lesquelles le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, serait un agent communiste formé en Corée du Nord ; imputations reprises au Congrès des Etats-Unis pour consolider la théorie d'un Axe du Mal et reconduire des sanctions unilatérales contre le Liban.

En définitive, l'audition s'est tenue à Beyrouth le 26 janvier 2011, lendemain du changement de majorité parlementaire et de la désignation du nouveau Premier ministre. Dans ce contexte politique, les articles incriminés et la note de la Chancellerie française ont pris une toute autre saveur. La Nouvelle majorité est formée par 68 députés représentant plus de 70 % des électeurs.

Il a été constaté que toute poursuite était prescrite depuis longtemps, à la fois en droit libanais et en droit français, de sorte que cette commission rogatoire était nulle et non avenue. Une copie carbonée des divers documents a été placée sous scellés au coffre du Tribunal libanais de sorte que si l'autre original arrivait « endommagé » à Paris, elle puisse lui être opposée.

Aucun juge libanais n'avait exécuté de commission rogatoire internationale française depuis plusieurs années.

M. Meyssan réside au Liban. Voltairenet.org est un site internet multilingue qui était hébergé en Russie, en 2007-08. Ses lecteurs sont majoritairement non-Français.

Eurasia-Rivista, rédaction

27 janvier 2011.

Source :

<http://www.eurasia-rivista.org/7944/liberta-dopinione-rogatorie-internazionali-e-reseau-voltaire>

<http://www.silviacattori.net:80/article1508.html>

---

## 4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 4-1 Opinion : Hariri: un document audio révèle la fabrication des faux témoignages.

La chaîne de télévision indépendante libanaise NewTV a diffusé samedi 15 janvier un enregistrement audio d'une réunion secrète, tenue en 2005 à Marbella (Espagne). Y participent (de gauche à droite sur le photo-montage utilisé pour illustrer la bande son) : Saad el-Hariri (fils de l'ancien Premier ministre assassiné), Mohamed Zuhair as-Siddik (le principal faux témoin), le commissaire Gerhard Lehman (numéro 2 de la Commission d'enquête onusienne) et Wissam el-Hassan (bras droit de Saad Hariri et directeur des services de renseignement).

Au cours de la réunion, les conjurés décident de faire retomber le meurtre de Rafik el-Hariri sur quatre généraux libanais et neuf personnalités syriennes. Ils discutent aussi du paiement et de la protection du faux témoin.

Rappelons qu'à la suite de cette réunion, quatre généraux libanais furent arbitrairement incarcérés durant quatre ans. Israël profita de la décapitation des services de sécurité libanais pour attaquer le pays. Sur la base du faux témoignage de M. as-Siddik, la Commission mit en cause les présidents en exercice de la Syrie et du Liban, Bachar el-Assad et Emile Lahoud, tandis que les Etats-Unis menacèrent d'intervenir militairement pour les arrêter. Le complot s'effondra lorsque les services secrets syriens démontrèrent l'inanité du faux témoignage.

Le Tribunal spécial pour le Liban a jusqu'à présent refusé d'enquêter sur « l'affaire dans l'affaire » (les faux témoins) et a refusé de remettre aux quatre généraux injustement incarcérés les documents qui leur permettraient de se retourner contre leurs accusateurs.

Le commissaire allemand Lehman a été mis en cause dans son pays comme agent de la CIA impliqué dans le programme d'enlèvement, de séquestration et de torture en Europe. Il a été formellement reconnu par une des victimes.

Après avoir séjourné en France, Mohamed Zuhair as-Siddik a disparu, avant d'être retrouvé aux Emirats arabes unis où il a été brièvement incarcéré pour immigration illégale et usage de faux passeport. Lors d'une conférence de presse donnée au moment de sa libération, il a affirmé avoir reçu un faux passeport tchèque de la main du président français Nicolas Sarkozy. Depuis plusieurs semaines, de hauts responsables du Tribunal —voyant la chute de celui-ci imminente— se sont mis à vendre au prix fort les documents auxquels ils ont accès.

Egalement en violation du secret de l'instruction, l'acte d'accusation aurait été présenté à New York la semaine dernière par le département d'Etat US au roi Abdallah Ier d'Arabie saoudite, au président français Nicolas Sarkozy et à Saad Hariri (alors Premier ministre libanais), indique la presse libanaise. Il avait été prévu de le rendre public samedi 15, mais cela a été reporté au lundi 17 en raison de la démission du gouvernement libanais. Les ministres états-unien et français des Affaires étrangères, Hillary Clinton et Michèle Alliot-Marie ont publiquement commenté le contenu de l'acte d'accusation confirmant ainsi qu'elles en avaient illégalement eu connaissance.

Dimanche 16 janvier 2011

[http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Reseau\\_Voltaire.160111.htm](http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Reseau_Voltaire.160111.htm)

---

## 4-2 La NTV divulgue 2 enregistrements sonores de Hariri, ce dernier s'excuse.

Le premier ministre libanais sortant, Saad Hariri, s'est excusé de "tous ses amis" après la diffusion, dimanche, par la chaîne NTV, d'un enregistrement, daté de 2007, portant sur sa déposition devant un des enquêteurs de la commission d'enquête internationale.

Dans un communiqué dimanche, Hariri a justifié son témoignage par le fait qu'"il remontait à plusieurs années et a été dit dans un contexte politique bien connu".

Dans cet enregistrement révélé donc par le NTV et intitulé « Vérités-Leaks 2 », Saad Hariri a qualifié le président Bachar Assad de menteur. « Le président syrien Bachar el-Assad dit une chose et fait le contraire », a-t-il déclaré. Saad Hariri a également accusé, lors de cette déposition, la Syrie d'avoir tué son père. Selon lui, c'est le beau-frère du président syrien, Assef Chawkat et le frère de Bachar, Maher, qui ont planifié l'assassinat de son père. Il ajoute aussi avoir entendu dire que le général Jamil Sayyed aurait menacé son père et lui aurait conseillé de quitter le Liban en 1999.

Hariri a aussi raconté que le président français, Jacques Chirac, avait contacté son père la veille de l'assassinat pour lui dire de faire attention.

Saad Hariri a encore déclaré que son père avait une grande confiance en

Sayed Hassan Nasrallah qui était, selon lui, un homme de parole et ils se voyaient régulièrement.

Saad Hariri a en outre qualifié de "perfide" le député tripolitein, Najib Mikati, et a dit qu'il doutait du député de son bloc, Nouhad Machnouk.

Il a en outre accusé Talal Salman et Charles Ayoub, propriétaires des quotidiens libanais as-Safir et ad-Diyar, de faire chanter son père Rafic Hariri pour lui soutirer de l'argent, qualifiant même Ayoub de qualificatifs infamants.

### VERITE-LEAKS 1: CONVERSATION ENTRE HARIRI ET ZOUHEIR SIDDIQ

La chaîne NTV avait diffusé, samedi, dans « Vérités-Leaks 1 », un enregistrement comportant une conversation entre le Premier ministre démissionnaire, alors qu'il était encore le chef du bloc du Futur, le colonel Wissam Hassan, chef du département des renseignements au sein des Forces de sécurité, le numéro 2 de la commission d'enquête internationale Gerhard Lehman et le principal faux-témoin Mohammad Zouheir Siddiq.

Dans cet enregistrement, Siddiq semble mener la conversation et poser ses conditions à ses interlocuteurs. Il s'adresse au colonel Hassan en l'appelant « Wissam », mais il est aussi plutôt familier avec le Premier ministre, lorsqu'il lui reproche notamment de ne pas avoir répondu à ses appels successifs.

Saad Hariri lui rappelle alors qu'il avait l'habitude de lui envoyer un sms pour lui dire qu'il allait l'appeler.

Siddiq lui répond qu'il a appelé plusieurs fois parce qu'il voulait l'informer qu'une bombe allait exploser à la chaîne LBC.

Au cours de la conversation, Hariri déclare à Siddiq que « les États arabes ont besoin de preuves irréfutables » pour incriminer la Syrie, même si, ajoute-t-il, nous sommes tous convaincus que ce sont les Syriens qui ont accompli l'assassinat.

Siddiq l'interrompt d'une voix irritée : « Si vous voulez dire cela, vous devez commencer par répondre à ceux qui m'ont fait du tort, notamment au niveau des États arabes »

Il affirme aussi qu'il peut amener ceux qui ont effectué et posé les bombes et accompli les attentats durant la période de 2005, puisque c'est son « boulot », mais qu'il a besoin pour cela de se rendre au Liban, d'y rester une

semaine, avec l'enquêteur Lehman à sa disposition, et qu'il lui livrera « une cellule complète » de ceux qui sont responsables des attentats.

Siddiq déclare alors qu'il possède tous les éléments et que l'acte d'accusation devrait accuser 4 Libanais et 9 Syriens.

Dans l'enregistrement, il est notamment dit que Siddiq avait affirmé ne pas se trouver au Liban à partir du 4 février 2005. Puis il est revenu sur cette déclaration, précisant qu'il se trouvait tout le temps au Liban, même après l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri...

Le film diffusé par la chaîne NTV ajoute que, plus tard, un enquêteur de l'équipe de Serge Brammertz, Alistair Harris, a mis en cause les révélations de Siddiq dans un rapport rédigé le 3 août 2006.

Il précise ainsi avoir relevé plusieurs incorrections dans le témoignage de Siddiq, tout comme il exprime sa désapprobation du fait que la commission d'enquête s'était rendue à Marbella pour recueillir la déposition de ce témoin.

Le rapport relève aussi le fait que, visiblement, Siddiq agit selon un agenda fixé par l'opposition syrienne et en particulier par Rifaat el-Assad, l'oncle du président Bachar el-Assad. Il rappelle aussi que c'est le directeur de cabinet de Rifaat el-Assad qui a obtenu un visa Schengen pour Siddiq afin qu'il puisse se rendre en Espagne.

17/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=170410&language=fr>

---

## 4-3 Hollywood et les arabes.

Voici une vidéo bien intéressante (il y a trois parties, à la fin de cette 1ere vidéo on peut suivre les deux autres parties )

Hollywood et les arabes

lien vidéo [http://www.dailymotion.com/video/x8rkn2\\_hollywood-et-les-arabes-13\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8rkn2_hollywood-et-les-arabes-13_news)

[http://www.dailymotion.com/video/x8rksv\\_hollywood-et-les-arabes-2-3\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8rksv_hollywood-et-les-arabes-2-3_news)

[http://www.dailymotion.com/video/x8rky7\\_hollywood-et-les-arabes-3-3\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8rky7_hollywood-et-les-arabes-3-3_news)

---

---

## 5 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

### 5-1 Liban : les partisans d'Hariri manifestent contre un "coup d'Etat" du Hezbollah.

Des centaines de partisans du premier ministre en exercice du Liban, Saad Hariri, ont manifesté lundi 24 janvier au Liban contre le Hezbollah, qu'ils accusent de mener un "coup d'Etat" en voulant imposer son candidat comme chef du gouvernement. Ces événements interviennent après que Najib Mikati, candidat du Hezbollah au poste de premier ministre, a émergé comme favori pour être désigné comme futur chef du gouvernement, à la place de Saad Hariri.

Les manifestants ont brûlé des pneus et bloqué plusieurs routes du pays dans la soirée, a expliqué un responsable des services de sécurité, et ont appelé à une "journée de colère" mardi. L'armée et la police ont renforcé leurs effectifs dans plusieurs régions, a-t-il précisé.

En fin d'après-midi, des manifestations hostiles au Hezbollah, à son chef Hassan Nasrallah et à Najib Mikati se sont multipliées, à Tripoli, la grande ville du nord et fief sunnite, mais également à Saïda, berceau de la famille Hariri, à Beyrouth, ainsi que dans plusieurs régions à majorité sunnite.

#### **LE REFUS DU PREMIER MINISTRE HARIRI**

"Après le coup d'Etat qui vise à permettre au Hezbollah d'exercer sa tutelle sur la République libanaise, (...) nous appelons les habitants de (...) tout le Liban à exprimer leur colère et leur refus de la tutelle perse à travers des manifestations populaires pacifiques", a annoncé à la presse Moustapha Allouche, membre du conseil politique de la formation de Saad Hariri (Courant du Futur).

Ces manifestations suivent les annonces du premier ministre Saad Hariri, selon qui sa formation ne participera pas à un cabinet dirigé par un candidat du Hezbollah, au moment où sont entamées des consultations en vue de désigner un nouveau chef du gouvernement au Liban. Le président de la République, Michel Sleimane, a entamé lundi des discussions avec les groupes parlementaires pour nommer un nouveau premier ministre, un poste pour lequel l'ancien dirigeant Najib Mikati apparaissait comme favori.

*"Le Courant du futur annonce dès aujourd'hui qu'il refuse de participer à tout gouvernement dirigé par un candidat du '8-Mars'",* a indiqué un communiqué du bureau de presse de M. Hariri, en référence à l'opposition réunissant les mouvements chiites Hezbollah et Amal, ainsi que la formation du chrétien Michel Aoun, qui dispose de 57 élus au Parlement, de 128 sièges.

Le premier ministre Hariri a confirmé, jeudi 20 janvier au soir, [sa candidature à sa propre succession](#).

LEMONDE.FR avec AFP | 24.01.11 | 12h38 • Mis à jour le 24.01.11 | 21h55

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/24/liban-hariri-ne-participera-pas-a-un-cabinet-dirige-par-le-hezbollah\\_1469662\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/24/liban-hariri-ne-participera-pas-a-un-cabinet-dirige-par-le-hezbollah_1469662_3212.html)

---

---

## 6 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 6-1 Robert Bibeau : « Rififi à Beyrouth ».

LE LIBAN AU MILIEU DE LA TOURMENTE ARABE

#### 1. Le modèle libanais

Par l'analyse concrète d'une situation concrète, politique, économique ou militaire, l'observateur cherche à connaître les protagonistes, les forces, les faiblesses et les objectifs stratégiques de l'acteur dominant, mais il est indispensable qu'il se préoccupe également de bien connaître les forces, les faiblesses et les objectifs stratégiques de l'autre camp, ce qui fait défaut le plus souvent.

Les États-Unis d'Amérique ne sont pas aussi puissants qu'il n'y paraît et il n'est pas exact de prétendre que l'empire déclinant, son agresseur petit satellite israélien, leurs alliés saoudien et égyptien décident seuls du sort des peuples arabes. Ce qui survient présentement en Tunisie, en Égypte et au Liban en sont des démonstrations évidentes.

Depuis des années un tout petit peuple, encadré par un ensemble d'organisations patriotiques déterminées, muni d'une conscience politique anti-impérialiste et anti-sioniste bien aiguisée tient tête à cette « Sainte-alliance ». Bien avant la « Révolution du Jasmin » (1), le « Mal-vivre algérien », le « Printemps égyptien » et les autres soulèvements arabes pour le pain, le travail, la liberté et la dignité, le peuple libanais avait amorcé sa libération. C'est la raison pour laquelle ce petit pays fait l'objet d'autant « d'attention » de la part du satellite sioniste américain et que ce dernier peut compter sur le soutien en sous-main des dictatures arabes du Levantin. Le « mauvais exemple » vient parfois des plus petits.

Le Liban est pratiquement le seul pays arabe dont une partie substantielle du territoire national est libérée et administrée par les partisans et dont le gouvernement national officiel ne parvient pas à reprendre le contrôle, ni même à désarmer la résistance. Contrôle du territoire et milice populaire sont les conditions essentielles du succès d'une Révolution du jasmin, d'une Révolution du Mal-vivre, d'une Révolution égyptienne ou de toute autre révolution populaire. Le pouvoir est au bout du fusil, disait un personnage dont j'ai oublié le nom, mais dont Hassan Nasrallah applique les préceptes sans en être un adepte. Les zones libérées et armées par la résistance, la conscience politique et une organisation patriotique déterminée sont les secrets du modèle libanais.

Nous pouvons d'ores et déjà constater que les États-Uniens et les sionistes israéliens ont renoncé à balkaniser-irakiser (2) le Liban pour en faire un amalgame de petites principautés scindées sur une base religieuse ou confessionnelle. La défaite israélienne de l'an 2000, qui s'est soldée par le retrait humiliant de ses troupes, puis l'assaut meurtrier de 2006 contre le Sud-Liban où la soi-disant 4e armée la plus puissante a été honteusement battue par la résistance libanaise, ont mis fin à cette chimère de balkanisation du Liban. Il n'est pas requis de ressortir ce vieil épouvantail que la résistance a contré définitivement, même si le clan Hariri tente de faire ressurgir ce fantôme du placard où Sharon, en son temps, a bien dû l'y remiser après la désintégration de son Armée du Sud-Liban.

#### 2. Le satellite israélien et le front libanais

Présentement, les sionistes en sont à consolider leur force intérieure par la judaïsation toujours plus poussée du territoire conquis et occupé depuis 1948. Ils poursuivent le nettoyage ethnique de Jérusalem (Al Quds), que les collabos de l'Autorité de Ramallah auraient souhaité abandonner définitivement aux sionistes selon des révélations récentes relayées par la chaîne El Jazera (3). Se poursuit également le verrouillage du ghetto de Gaza que l'armée israélienne a abandonné au Hamas et où un génocide est en cours dans l'indifférence totale de la soi-disant « communauté internationale ».

Enfin, dernier élément des activités anti-palestiniennes de l'État pour les « juifs » seulement, le nettoyage ethnique contre le peuple palestinien de Cisjordanie force le regroupement des habitants dans quelques villes emmurées qui seront bientôt rétrocédées en gestion exclusive aux gardes-chiourmes – aux « kapos » palestiniens rassemblée sous l'Autorité de Ramallah – qui recevront pour leur peine des centaines de millions de dollars de l'Union européenne. Ce sera l'État palestinien bantoustan que plusieurs pays à travers le monde s'empressent de reconnaître symboliquement au grand plaisir du chef des « kapos », Mahmoud Abbas, et de son ami Avigdor Lieberman, qui prépare en sous-main un accord intérimaire pour la rétrocession de ces bagnes à gestion privilégiée par l'Autorité sans autorité ni légitimité.

Il est vrai que les sionistes préparent une nouvelle agression contre le Liban, mais ils ne sont pas pressés de s'y lancer. Avec le soulèvement populaire égyptien à sa frontière ouest, les marches de protestations en Jordanie à sa frontière est, le renversement de son allié Hariri à sa frontière nord, les sionistes en ont plein les mains et s'inquiètent de leur avenir. Ils doivent d'abord consolider leurs positions intérieures. De toute façon ce nouvel assaut contre le Liban s'inscrira en complément à l'attaque que les Américains préparent contre l'Iran ; mais le temps n'est pas encore venu pour cette guerre contre l'Iran visant à rétablir l'hégémonie du dollar en coupant la moitié des approvisionnements mondiaux en hydrocarbures. Tel que nous l'avons déjà expliqué dans un document précédent, les Américains doivent d'abord compléter leur retrait d'Irak pour ne pas être coincés par les milices pro-iraniennes qui vont s'y déchaîner dès que l'attaque aura débuté. Les Américains doivent également faire avancer leur réalignement en Afghanistan et forcer des négociations avec les Talibans dit « modérés » de façon que leur armée ne se trouve pas prise en souricière entre la résistance afghane, la résistance pakistanaise et les troupes iraniennes (4).

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les tribulations qui ont cours présentement à Beyrouth. Depuis quelques années les Américains ont imaginé créer le Tribunal Spécial sur le Liban (TSL) qui devait enquêter pour identifier et sévir contre ceux qui ont assassiné le Premier ministre Rafic Hariri en février 2005 (5). Depuis lors, tout un rififi entoure les travaux de ce tribunal international spécial constitué sous le

chapitre VII de la Charte de l'ONU afin de permettre aux États-Unis et à la France de s'en servir comme cheval de Troie pour s'ingérer dans les affaires intérieures du Liban.

Cette commission, avec le concours d'agents politiques et parfois même d'agents secrets de l'OTAN, sous étiquette onusienne, était payée et soutenue par l'ex-gouvernement Hariri pour semer la discorde entre les groupes politiques et les communautés religieuses au Liban et tenter de coincer la principale organisation de la résistance, l'isoler de ses alliés et préparer les conditions pour éventuellement l'écraser et ramener le peuple libanais dans le giron américano-sioniste. Mais cette machination n'a pas fonctionné « par la faute » d'un homme politique qui dirige les destinées du Hezbollah. L'enquêteur Bellemare de la TSL s'apprête à déposer son rapport et ses actes d'accusation mais il lui faudra ensuite arraisonner les faux accusés et c'est là que le bât blesse : comment poursuivre sa mascarade s'il ne peut même pas aller quêrir au Liban les faux accusés après avoir élargit les faux témoins ?

### **3. La déchéance de Saad Hariri et du Courant du Futur**

Examinons maintenant les récents événements qui ont précipité la chute du gouvernement d'unité nationale que dirigeait Saad Hariri. Depuis quelques années, s'appuyant sur les accords de compromis de Taëf (1989 - Arabie Saoudite), qui ont officialisé la répartition des pouvoirs de l'État du Liban sur une base religieuse et confessionnelle, la coterie de Saad Hariri, d'obédience sunnite, faisait la pluie et le beau temps au pays du Cèdre, même si la communauté sunnite ne représente que 23 % de la population totale du pays. Pour sa part la communauté chiite regroupe 37% de la population, les chrétiens et les druzes formant le 40 % restant (4 millions d'habitants au total et 300 000 réfugiés surtout palestiniens d'obédience sunnite) (6).

Disposant d'un blanc-seing de la part de ses alliés américains et israéliens, le jeune homme politiquement inexpérimenté se croyait invulnérable et se permettait même de manigancer des faux témoignages pour incriminer le Hezbollah dans l'assassinat de son père en plus d'insulter sans vergogne ses alliés saoudiens comme l'ont révélé des vidéos rendues publiques récemment (7).

Le Courant du Futur, protégé par les Américains et les Israéliens, ne percevait pas que le Liban changeait sous leurs yeux. Les clivages confessionnels et religieux s'estompaient peu à peu alors que montaient en force les segmentations sociales entre pauvres, travailleurs, petite-bourgeoisie et grande-bourgeoisie parasitaire, comptant quelques milliardaires comme les familles Hariri et Mikati (actuel premier ministre sunnite). Ce qui devait arriver arriva : le cabinet Hariri fut renversé la semaine où l'ex-premier ministre était en visite à Washington pour prendre des ordres sur la conduite à tenir sur le Tribunal spécial pour le Liban et pour soutenir les préparatifs de guerre israélienne dans la région (8).

Comme le souligne le journaliste Abdel Bari Atwan : « La carte politique actuelle du Liban diffère du tout au tout de celle des années 1970, au moment où la guerre civile a éclaté. Il y avait alors deux camps opposés, un camp islamiste « progressiste » soutenu par la Résistance palestinienne et regroupant les sunnites, les chiites et les druzes, et un camp purement chrétien, avec l'existence de quelques poches, très limitées, « neutres » ou « opposées à la guerre ». Aujourd'hui, rien de tel : nous avons des sunnites avec Hariri et des sunnites contre Hariri, nous avons un courant chrétien maronite puissant allié au camp de la Résistance, sous la direction du général Michel Aoun, regroupant M. Suleïman Franjîh et d'autres personnalités, de même que nous avons des chiites réunis sous la bannière du Courant du 14 mars, opposé au Hezbollah et au courant Amal que dirige M. Nabîh Berri, qui est le président de l'Assemblée nationale libanaise. » (9).

Le Liban de 2011 n'est plus le Liban de 1970 si bien que les alliances déjà formées se déforment et se reforment non pas sur une base confessionnelle mais sur la base des intérêts régionaux, des intérêts économiques et des intérêts de classe, comme Wallid Joumblat, Najib Mikati et d'autres l'ont démontré.

Il ne semble pas que le clan Hariri, même avec l'appui étatsunien et israélien, parviendra à provoquer une guerre civile au Liban. Les milices de Samir Geagea et les Phalanges d'Amine Gemayel ne sont pas en mesure de tenir tête aux soldats du Hezbollah comme il a été démontré il y a quelques années quand le ministre libanais des communications avait tenté de porter atteinte au réseau de communication de l'organisation. Il a suffi d'une semaine aux partisans de Hassan Nasrallah pour contrer cette opération de sabotage. Seule une intervention inopinée des troupes d'invasion israélienne pourrait modifier ce rapport de force interne au Liban, mais Israël a été pris de court tout comme les Américains par le renversement du cabinet de Saad Hariri.

Pour gagner du temps, jusqu'à cette intervention à venir, il ne reste que deux options pour le Camp du Futur de Hariri le démis ; a) ou bien il négocie sa participation au nouveau gouvernement d'unité nationale dirigé par Mikati, aspirant ainsi participer à la curée des fonds publics et internationaux, comptant espionner le gouvernement d'unité nationale de l'intérieur et espérant aider aux préparatifs de la prochaine invasion israélienne qui les remettra en selle, subodore-t-il ; b) soit, il refuse toute participation au gouvernement d'unité nationale ; reste en retrait et collabore de l'extérieur du gouvernement à la préparation de l'invasion israélienne à venir. Cette voie a l'avantage de permettre à la soi-disant « communauté internationale » de mener ses activités de boycott, de sabotage de l'économie libanaise et d'isolement du gouvernement libanais légitime, mais cette option présente aussi l'inconvénient d'isoler le Courant du Futur de la société libanaise.

### **4. La conjoncture régionale**

La question libanaise, tout comme la stratégie américaine au Liban, doivent être analysées dans le contexte encore plus large du soulèvement des populations arabes contre les régimes autoritaires, corrompus et dictatoriaux qui les accablent, que ce soit au Maghreb, en Égypte ou au Machrek - c'est d'ailleurs sur ce constat que les sionistes ont constamment cherché à tabler, en se qualifiant eux-mêmes de « seule démocratie de la région ».

Le discours d'Obama, mardi sur l'État de l'union, a traité sommairement de politique internationale ; il a rapidement fait le point sur l'Irak et l'Afghanistan ; et redit sa confiance dans le processus diplomatique pour ce qui a trait à l'Iran, indice que l'attaque anti-iranienne n'est pas imminente ; il a salué l'indépendance du Sud-Soudan ; il n'a pas mentionné le conflit Palestine/Israël ; mais il a salué la démarche du peuple tunisien. Il a synthétisé le tout de la façon suivante : « Ce qui doit nous distinguer par rapport aux autres, ce n'est pas que le "power", c'est "le purpose behind" qui se résume à appuyer les "democratic aspirations of all the peoples. ». Il semble que les Américains ont réalisé le coût énorme de cette enchaînement de guerres, coûts monétaire et humain qu'ils peuvent de moins en moins justifier et supporter ; ils ont aussi réalisé que plusieurs régimes et dictateurs ne font pas le travail attendu et qu'au contraire ils provoquent des rébellions de plus en plus nombreuses, le courant Obama a l'intelligence de se présenter comme le " bon gars" en feignant d'appuyer la démarche des peuples - ce qui ne veut pas dire qu'ils le fera au détriment des intérêts des États-Unis, mais justement dans le but de mieux les protéger.

L'examen concret de la situation concrète au Liban et dans la région démontre que les forces populaires ont pris l'offensive et que les forces de la première puissance impérialiste mondiale déclinante et de ses alliés sont présentement sur la défensive, rien n'est pourtant joué ni à Beyrouth, ni au Caire, ni à Tunis. Mis à part le Liban, partout ailleurs, la faiblesse des organisations patriotiques et révolutionnaires sera probablement le chaînon manquant pour reproduire le modèle libanais.

Robert Bibeau

(1) « Le Printemps de Tunis ». Robert Bibeau. 24.1.2011. <http://www.oulala.net/Portail/spip...>

(2) « Message du Parti communiste libanais. ». 21.01.2011. <http://www.aloufok.net/spip.php?art...>

(3) « L'Autorité palestinienne dans de beaux draps ». 25.01.2011. <http://www.elwatan.com/internationa...> et <http://www.almanar.com.lb/NewsSite/...>

- (4) « La guerre contre l'Iran aura-t-elle lieu ? ». Robert Bibeau. 14.01.2011. <http://bellaciao.org/fr/spip.php?ar...>
- (5) « Rafic Hariri », [http://fr.wikipedia.org/wiki/Rafiq\\_...](http://fr.wikipedia.org/wiki/Rafiq_...)
- (6) « Le Liban », <http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/asiae/...>
- (7) « Hariri : un document audio révèle la fabrication des faux témoignages ». <http://www.voltairenet.org/article1...> et « Marquer contre leur but – contre leur camp. » <http://tempsreel.nouvelobs.com/actu...>
- (8) « L'opposition ne nommera pas Saad Hariri ». Hassan Nasrallah. 16.01.2011. <http://www.almanar.com.lb/NewsSite/...>
- (9) « Le Liban au bord de la guerre. ». Abdel Bari Atwan. 20.01.2011 <http://www.ism-france.org/news/arti...>
- (10) « Déconstruire le chaos pour construire à nouveau » <http://www.almanar.com.lb/NewsSite/...> « Nouveau premier ministre au Liban. » <http://mai68.org/spip/spip.php?arti...>

URL de cet article 12652

<http://www.legrandsoir.info/RIFIFI-A-BEYROUTH-LE-LIBAN-AU-COEUR-DE-LA-TOURMENTE-ARABE.html>

Robert Bibeau

31.01.2011

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

---

## 7 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 7-1 Des menaces pèsent sur le Liban : A cause de l'immixtion étasunienne.

Le Liban se trouve, aujourd'hui, à une croisée de chemins à cause de l'immixtion flagrante des Etats-Unis dans ses affaires intérieures, notamment à partir du « Tribunal international pour le Liban » (TPL) qu'ils utilisent comme outil pour fomenter une sédition intérieure et, ce, afin de liquider la Résistance patriotique libanaise et le rôle politique du Liban. Le but visé par les Etats-Unis consiste à donner un nouvel élan à leur projet conjoint avec Israël dans la région, le projet du nouveau Moyen Orient, et à poursuivre l'émiettement des pays arabes sur des bases religieuses et confessionnelles ; ce qui placerait ces pays sous la coupe étasunienne et faciliterait la nouvelle agression contre le Liban qu'Israël prépare depuis sa défaite en 2006.

● Partant de cette analyse, le Comité central du PCL, et tout en dénonçant le recours de l'ex président du Conseil Saad Hariri à couvrir d'un manteau de légalité l'intervention étasunienne dans les affaires libanaises mais aussi sa soumission aux diktats étasuniens en ce qui concerne le « Tribunal pour le Liban » (TPL), attire l'attention sur le danger que constituent les positions et les déclarations de certaines forces politiques libanaises pro étasuniennes qui misent sur le projet du nouveau Moyen Orient dans le but de réaliser des ambitions étroites sans tenir compte ni de l'unité nationale ni de la paix sociale. Ce qui leur importe, c'est de pouvoir liquider la résistance patriotique et de mettre fin à l'image d'un Liban arabe et résistant.

● Le Comité central met en garde contre le glissement du Liban dans un climat de tension ou de sédition religieuse et confessionnelle, parce que les Etats-Unis et les forces politiques libanaises inféodées à Washington vont recourir, une fois de plus, à une telle situation. Il appelle toutes les forces qui veulent préserver l'indépendance et la souveraineté libanaises à faire face aux projets et aux compromis confessionnels qui ont toujours constitué l'élément fatal contre la paix civile et la résistance.

● Dans ce sens, le Comité central rend aussi les forces dites « de l'opposition » responsables de l'état dans lequel se trouve le pays à cause du gouvernement démissionnaire, appelé à tort « gouvernement d'unité nationale » et qui a nui au Liban tant à cause de sa composition qu'à celle du programme qu'il avait adopté. Il appelle cette « opposition » à profiter des erreurs du passé dans la constitution de tout gouvernement futur, de manière à créer une nouvelle vie politique, un programme démocratique basé sur la complémentarité entre les éléments de la résistance patriotique et de l'opposition au projet américano-israélien, d'une part, et ceux du renforcement de l'unité nationale et de la paix civile, d'autre part. De plus, le Comité central du PCL trouve qu'il est devenu nécessaire de préparer un dialogue national loin des représentations confessionnelles. Un tel dialogue est le seul moyen de garantir l'indépendance des décisions nationales et de la souveraineté du pays face à toutes les formes d'intervention extérieures, de contrer la mainmise politique étasunienne sur le « Tribunal pour le Liban », dont l'objectif n'est ni la connaissance de la vérité sur l'assassinat de Rafic Hariri, ni le triomphe de la justice.

Le PCL avait, dès 2005, appelé à la création d'un tribunal libanais, avec une couverture arabe, seul capable de parvenir à mettre au clair la vérité sur cet assassinat. De plus, notre Parti avait considéré la résolution 1559 comme un piège préparé par les Etats-Unis afin d'internationaliser la crise libanaise, mettant en garde contre le contenu de certains de ses articles. Il avait aussi appelé tous les gouvernements formés depuis l'Accord de Taëf à mettre en pratique les réformes démocratiques contenues dans cet Accord de Taëf et visant à changer le régime politique confessionnel, à savoir : la formation du Comité national pour la suppression du confessionnalisme, l'adoption d'une loi électorale moderne, démocratique et non confessionnelle. Parce que c'était là le seul moyen de préserver le Liban de nouvelles guerres civiles et de mobiliser toutes les capacités du pays face à une possible agression israélienne.

● Le Comité central du PCL met, enfin, en garde contre la détérioration des conditions économiques et sociales qui ont de graves répercussions sur la classe ouvrière et les petits salariés. Il appelle les Communistes, les forces de la gauche et de la démocratie, ainsi que les syndicats ouvriers et des métiers libres, les organisations de jeunesse, les femmes et toutes les composantes de la société civile libanaise à s'unir contre les tentatives du régime politique de pousser à nouveau notre peuple au suicide, tantôt à partir des guerres civiles et des combats confessionnels, tantôt à travers la faim, la sous-alimentation, les

impôts énormes et l'émigration. Il les exhorte à se préparer au combat visant à la création d'un gouvernement démocratique portant un programme politique garantissant la sauvegarde de la Résistance patriotique, la citoyenneté, la paix civile et les réformes politiques, économiques et sociales nécessaires.

Communiqué du Comité central Du Parti Communiste libanais

le 16 janvier 2011

Le Comité central

Du Parti Communiste libanais

---

## 7-2 Canaille le rouge : La lutte pour la paix: déclaration de Partis communistes et ouvriers.

Déclaration conjointe de Partis communistes et ouvriers, à l'initiative du Parti communiste portugais

L'importance de la lutte pour la paix, contre l'exploitation et l'oppression impérialistes

Vingt ans se sont écoulés depuis le début de la guerre du Golfe. Le 17 janvier 1991, les forces armées des États-Unis, de l'OTAN et de ses alliés déclenchaient – avec la ratification du Conseil de sécurité des Nations unies – leur première guerre à grande échelle au Moyen-Orient. Indissociable des changements profonds et négatifs qui sont allés de pair avec la liquidation du socialisme en Union soviétique et dans l'Europe de l'Est, cette guerre a été un prélude à vingt années d'agressions, d'invasions et d'ingérences impérialistes à grande échelle. Du Golfe à la Yougoslavie, de l'Afghanistan à l'Irak, au Liban et à la Palestine, l'impérialisme a tenté d'imposer sa domination dans chaque pays et dans le monde entier, cherchant ainsi à s'assurer le contrôle direct des principales ressources énergétiques de la planète, à annihiler les droits souverains des peuples et à soumettre la planète entière à l'exploitation et aux intérêts du grand capital. Cette offensive militariste et belliciste s'est développée conjointement avec des attaques en règle contre les droits sociaux, économiques et politiques des travailleurs et des peuples – même dans les centres mêmes de l'impérialisme – et a contribué à accentuer les contradictions entre les puissances impérialistes.

Grâce à la résistance et à la lutte des peuples – et, avant tout, des peuples qui ont été les victimes de l'agression –, l'offensive impérialiste a dû affronter des obstacles et a subi d'importants revers. Mais les dangers pour la paix et pour les peuples n'ont pas disparu, au contraire. La crise économique profonde du capitalisme et l'impuissance des classes dirigeantes à la surmonter se traduisent – comme dans le passé – par une tentative d'asseoir leur pouvoir par le biais de la violence, de l'autoritarisme, de la guerre et d'offensives brutales contre les droits et niveaux de vie des travailleurs et des peuples.

Les menaces de guerre et d'agression sont évidentes dans les attaques contre les mouvements ouvriers et populaires en lutte contre l'impérialisme, les qualifiant d'« ennemis intérieurs ». Elles l'ont été aussi lors du récent sommet de l'OTAN et du nouveau projet stratégique de cette organisation impérialiste militariste et agressive – que le traité de Lisbonne considère comme son aile armée, approfondissant ainsi le processus d'affirmation de l'Union européenne en tant que bloc économique, politique et militaire impérialiste. Elles le sont également dans les incessantes menaces, provocations et ingérences de l'impérialisme dans de nombreuses parties du monde. Et elles le sont enfin au vu des dépenses sans cesse croissantes en appareils militaires et dispositifs sécuritaires.

Les partis signataires appellent les travailleurs et les peuples du monde à renforcer le combat pour la paix et contre les plans de guerre et d'agression de l'impérialisme, à renforcer la lutte contre l'exploitation capitaliste et pour la défense de la souveraineté et des droits de tous les peuples du monde. Ils insistent sur le fait que le combat pour la paix, la coopération et le progrès est un élément indissociable de la lutte pour le renversement du capitalisme et la construction du socialisme.

Ils expriment leur solidarité avec les peuples et envers les forces anti-impérialistes révolutionnaires, progressistes et de libération nationale qui luttent contre les agressions, ingérences et menaces de l'impérialisme. Ils expriment en particulier leur solidarité avec les communistes et autres forces anti-impérialistes du Moyen-Orient et, plus spécialement, du peuple palestinien dans sa lutte pour le droit d'instaurer un État palestinien indépendant dans les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem comme capitale.

canaille le rouge

---

## 7-3 Message du PCL aux partis communistes et de gauche dans le monde.

Chers Camarades,

Le Liban est de nouveau dans l'œil du cyclone. Les États-Unis sont revenus à leur projet dit du « Nouveau Moyen Orient ».

L'heure est grave, et notre pays fait actuellement face au danger « d'irakisation », à travers la tentative de Washington de faire éclater le conflit entre Sunnites et Chiïtes, danger contre lequel nous avons mis en garde à plusieurs reprises durant les six derniers mois, surtout à la suite de la déclaration avant terme faite par l'ex chef d'état-major israélien Gaby Ashkenazy prévoyant que l'accusation du « Tribunal spécial pour le Liban » (TSL) sur l'assassinat de Rafic Hariri va dans le sens de militants du Hezbollah.

Il faut dire que le TSL a été constitué sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU afin de permettre aux États-Unis et à l'Alliance atlantico-internationale de l'utiliser dans différentes directions :

●Premièrement, dans celle visant à mettre fin à la résistance du peuple libanais qui, depuis 1982, avait mis en échec les agressions israéliennes, dont la dernière en date fut celle de l'été 2006.

●Deuxièmement, dans celle visant à empêcher l'épanouissement de nouveaux mouvements de résistance dans le monde arabe, ayant pour symbole la résistance libanaise; et, ce, pour aider Israël à liquider rapidement la cause palestinienne, pour lui faciliter la réalisation du projet dit «Israël, Etat des juifs dans le monde » et lui permettre de garder les territoires toujours occupés dans le Golan, les fermes de Chebaa et les hauteurs de Kfarchouba.

●Troisièmement, dans celle visant à faire passer les projets d'imploser le Soudan et le Liban, mis au point par Washington et l'OTAN et basés tantôt sur l'arme religieuse, entre Musulmans et Chrétiens, tantôt sur l'arme confessionnelle, entre Sunnite et Chiïte, ou, encore sur l'exacerbation des nationalismes.

Il faut aussi dire que certains régimes arabes sont clairement impliqués dans cette nouvelle étape du complot étasunien contre le Liban, parce que les représentants de ces régimes croient pouvoir ainsi préserver leur pouvoir et consolider leur situation branlante.

A partir de ce qui vient d'être dit, le PCL appelle les Partis de la gauche arabe et les mouvements populaires dans tous les pays arabes à s'unir et à utiliser toutes formes d'appui mutuel, surtout avec le peuple libanais qui doit faire face à un nouveau complot meurtrier. Il leur demande de faire pression sur leurs gouvernements et de boycotter les intérêts étasuniens dans la région.

Il appelle les Partis Communistes et de gauche dans le monde, ainsi que 'opinion publique internationale, à se solidariser avec le Liban et ses forces de gauche et de démocratie qui luttent contre le projet de l'impérialisme étasunien et d'Israël, pour le changement contenu dans la Constitution libanaise et visant à mettre fin au régime politique confessionnel géniteur des crises. Beyrouth, le 21 / 1/ 2011

---

#### 7-4 Soraya Hérou : A la recherche du temps perdu...

Encore une fois le camp du 14 mars n'a pas su lire les développements dans la région. Il continue dans la même politique poursuivie depuis 2005 sans voir que le monde a désormais d'autres soucis que la fameuse révolution du Cèdre tant vantée par l'ancien président américain George W Bush dans ses mémoires.

Certaines figures du 14 mars continuent ainsi à miser sur l'acte d'accusation « qui sera l'équivalent d'un séisme sur la scène libanaise », disent-elles et estiment qu'il faut gagner du temps et ne pas donner de réponse claire au Premier ministre désigné au sujet d'une éventuelle participation de ce camp au gouvernement, afin d'arriver à la date fatidique qui modifiera les équilibres actuels et, le plus important à leurs yeux, ramènera Saad Hariri au sérail. Cela fait plus de 5 ans en fait que ce camp cherche à gagner du temps, tirant sa force de trois éléments majeurs: la fibre confessionnelle exacerbée au maximum dans ses médias,

l'argent utilisé pour convaincre les déterminations vacillantes et surtout l'appui international qui avait pour objectif clair d'affaiblir le Hezbollah et de le discréditer en misant sur le 14 mars et sur l'enquête du TSL. Tous les moyens possibles ont été utilisés dans ce but, de la guerre médiatique à la guerre militaire en passant par la crise politique et les incidents sécuritaires.

L'ancienne opposition devenue majorité a tenu bon et a frappé son coup au moment qu'elle a choisi faisant chuter le gouvernement et redistribuant les cartes internes. Pour cette étape particulière, elle a choisi une figure crédible, respectée et convaincue des options nationales de la résistance.

Avec un manque total de discernement, le 14 mars a continué à agir comme si rien ne s'était passé et qu'il lui était encore possible de modifier la donne. Il a même vu dans la visite de son parrain occulte le secrétaire d'Etat adjoint américain Jeffrey Feltman à Paris la détermination des Etats-Unis à rejeter le fait accompli par l'ex-opposition. La réponse est venue de Paris même et de Londres, puisque la France a voulu donner une chance au gouvernement Mikati alors que le ministre des AE britannique a clairement déclaré à partir de Damas que le Premier ministre désigné n'est pas le candidat du Hezbollah. « La Journée de colère » organisée par le Courant du Futur a tourné au désastre, aussi bien sur le plan populaire où la foule n'avait pas répondu à l'appel de cheikh Saad et de ses adjoints que sur le plan du civisme, puisque des actes de vandalisme et des discours sectaires et haineux ont occupé la scène, détruisant le visage démocratique et institutionnel de ce courant.

Même leurs plus ardents protecteurs dans le monde n'ont pas pu justifier de tels actes motivés par la

seule volonté de rester au pouvoir. Résultat: personne dans le monde n'a volé au secours de cheikh Saad pour panser sa blessure d'amour propre. Malgré tout, ce dernier continue à se comporter en « homme trahi », et compte sur le rassemblement qu'il veut gigantesque du 14 février pour prendre sa revanche. Il ne semble pas voir ce qui se passe dans le monde arabe de Tunis au Caire, comment les alliés de l'Occident et plus particulièrement des Etats-Unis tombent l'un après l'autre alors que leurs protecteurs d'hier n'ont d'autre souci que de préparer la relève et jettent sans le moindre état d'âme une carte devenue inutile. En politique internationale, il n'y a ni principes, ni états d'âme. Il n'y a que des intérêts. Saad Hariri et ses alliés en font la découverte à leurs dépens. Mais il est temps qu'ils commencent à voir clair et à cesser de miser sur des illusions et à faire des paris qu'ils ne peuvent que perdre. La petite phrase de Walid Joumblatt devrait les faire réfléchir: « il faut tenir compte de la géopolitique » a dit le leader druze. Il serait peut-être bon de suivre pour une fois les bons conseils...

[Le Comité des affaires internationales du Parti Communiste libanais](#)

Jeudi 3 février 2011

[Article publié sur Résistance islamique au Liban](#)

Source : Fadwa Nassar

---

### 7-5 Nasrallah: Bellemare menace al-Jadid et ignore les fuites des médias occidentaux.

Le secrétaire générale du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah a tenu à remercier le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), le député Walid Joumblatt et son parti, pour sa position en faveur de la Résistance et de l'opposition, estimant qu'elle représente un rempart pour édifier une nouvelle phase et faire face aux défis qui guettent le pays !

Lors d'un discours diffusé sur la chaîne de télévision AlManar, Sayyed Nasrallah a critiqué le procureur général du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), Daniel Bellemare qui selon lui s'est permis de menacer une institution médiatique libanaise en l'occurrence la chaîne libanaise el-Jadid (New TV), de poursuites judiciaires, pour avoir diffusé des fuites sur les enquêtes du TSL, alors qu'il ne s'était même pas dérangé pour le faire à l'encontre des médias occidentaux qui ont publiés des fuites pendant plusieurs années!

Pour ce qui est de la situation politique au Liban, le numéro un du Hezbollah a critiqué le Premier ministre sortant Saad Hariri pour avoir soupçonné une tentative d'élimination politique à son encontre, car l'opposition cherche à nommer quelqu'un d'autre à sa place, alors que lui et son parti ont déclaré avoir confiance dans le jeu démocratique au Liban.

Et de souligner que c'est tout un mouvement de résistance nationale qui est victime d'une tentative d'élimination de la part de l'ennemi israélien et de ses alliés !

Les principales idées de son discours télévisé :

Deux titres : Le TSL et la situation politique libanaise

Pour ce qui est du TSL, l'acte d'accusation a été délivré au moment où des consultations parlementaires devaient avoir lieu, sachant qu'il a été dit qu'il faut une période de dix à quinze jours pour qu'il soit délivré !

Le fait que sa délivrance a été accélérée prouve que l'acte d'accusation n'est qu'un instrument politique pour faire pression sur certaines parties libanaises.

Aussi, pour la première fois Monsieur Bellemare a adressé des menaces (de poursuite judiciaires, ndlr) contre une chaîne de télévision libanaise al-Jadid pour avoir publié des fuites sur les enquêtes de la commission, sachant que pendant des années, les médias occidentaux dont récemment la chaîne satellitaire canadienne, ont publié des fuites sur ces mêmes enquêtes, sans qu'il ne bronche!! La raison en est que les fuites émanant d'al-Jadid mettent en cause une certaine partie libanaise alors que les autres fuites émanant des médias occidentaux concernent la Résistance et le Hezbollah !

Ce qui prouve à quel point Bellemare est loin d'être impartial et que le TSL est politisé !

De toute façon nous allons attendre ce qui va se passer dans les jours à venir avec la publication de l'acte d'accusation, d'ailleurs nous avons déjà riposté, nous savons son contenu...

En conclusion, je m'adresse à ceux qui veulent utiliser cette phase entre la délivrance de l'acte d'accusation et sa publication, pour leur dire que si vous voulez en tirer profit en exerçant des pressions contre nous, détrompez-vous vous n'arriverez à rien !

Il est hors de question de nous soumettre à un quelconque compromis ou à vos choix politiques, c'est dans ce sens que nous avons dit que ce qui était bon avant la délivrance de l'acte ne l'est plus après!

La situation politique libanaise :

**Premier point :** la position de Walid Joumblatt, d'abord je le remercie, lui et son parti pour avoir pris une telle position en notre faveur, nous l'apprécions et nous allons construire là-dessus une nouvelle phase et ouvrir une nouvelle page à travers laquelle nous allons affronter les menaces qui guettent notre pays !

**Deuxième point :** L'opposition compte demander au Premier ministre qui sera désigné un gouvernement dans lequel tout le monde participera; nous avons certes des divergences quant au choix de la personnalité du futur Premier ministre mais nous n'avons nullement l'intention d'annuler quiconque, car le nouveau gouvernement doit représenter l'ensemble des forces politiques libanaises et donc le fait de choisir un candidat autre que Saad Hariri ne veut pas dire que nous voulons éliminer la représentation de la communauté sunnite...

**Troisième point :** ces derniers jours nous avons entendu des offenses adressées contre la personne d'Omar Karamé et qu'on ne peut en aucun passer sous silence. Malheureusement ces offenses insinuent que la nomination d'Omar Karamé en tant que Premier ministre signifie la nomination de l'assassin de Rafic Hariri !!! C'est inadmissible, car cette famille (sunnite) est réputée pour son patriotisme et sa dignité, toute son histoire est propre et donc toute offense adressée contre Omar Karamé est une offense adressée contre nous !

Cette campagne de diffamation a été lancée sous prétexte qu'Omar Karamé est le candidat de l'opposition. Or Omar Karamé ne s'est pas présenté comme candidat à la présidence ministérielle, il ne l'a pas demandé, il n'a contacté personne pour ce faire, il n'a menacé personne, au moment où les contacts diplomatiques fusant de toutes parts battent leur plein pour élire un autre candidat, leur candidat..

Oui, j'ai contacté Omar Karamé et je lui ai dit que nous avons besoin de vous au cas où nous remportons les consultations parlementaires.. Mais, Omar Karamé a répondu : « je remercie votre confiance mais vous savez que je suis vieux et ma santé est fragile sans compter la situation est sensible ce qui nécessite un certain dynamisme et donc je préfère que vous choisissiez quelqu'un d'autre. Toutefois s'il n'y a pas d'alternative je pourrai accepter cette responsabilité pour protéger la Résistance » telle a été la réponse d'Omar Karamé.

L'homme est rentré chez lui, il n'a pas parlé à personne...

Mais je m'adresse à tous ceux qui ont offensé cet homme, vous êtes en face d'un homme qui est courageux car il est prêt à assumer ses responsabilités nationales quand le devoir l'appelle et humble qui ne court pas derrière le pouvoir !

Et donc nous apprécions les hommes jouissant d'une grandeur d'âme !

**Quatrième point :** concernant les propos de Saed Hariri sur les tentatives de son élimination politique dont il se dit victime ! De tous temps au Liban, les premiers ministres se sont succédés et donc nous avons un grand club de premiers ministres. Or, jamais un ministre sortant n'a parlé d'élimination politique quand il était remplacé par un autre candidat, désigné selon les règles du jeu démocratique au Liban..

Ensuite, vous nous parlez du respect du jeu démocratique et que vous vous allez recourir aux institutions politiques alors pourquoi parler d'élimination politique ! Et donc il est du droit des blocs parlementaires de désigner le candidat qu'il lui leur semble convenable !

J'estime que dans de pareilles situations, le fait de parler d'élimination politique est une tentative pour intimider l'opposition, ensuite quand Saed Hariri parle d'élimination politique, il parle de sa personne. Mais, qu'en est-il de l'élimination politique de tout un mouvement de résistance de la part de la Communauté internationale, un mouvement de résistance réputé dans le monde arabo-musulman pour son honnêteté, sa noblesse et qui protège son pays contre les agressions de l'ennemi israélien, en imposant un équilibre de dissuasion que l'ennemi reconnaît lui-même !

N'est-ce pas là l'élimination politique de la Résistance en faveur de l'ennemi israélien alors qu'il existe des moyens pour l'empêcher ?

**Dernier point :** récemment nous avons entendu des pays dire qu'ils respectent les institutions politiques du Liban, son indépendance, son autonomie, sa démocratie..

Or, une question se pose: supposons qu'il résulte des consultations parlementaires une nouvelle majorité, (c'est une hypothèse qui n'est pas encore garantie), laquelle désigne un autre candidat que Saed Hariri, est-ce que ces pays qui ont affirmé respecter la démocratie au Liban, garderont la même position ou vont-ils changer de ton ? A mon avis, ils adopteront un autre discours, d'ailleurs nous entendons d'ores et déjà un discours dramatisant qui met en garde contre la division du pays, la menace du projet iranien voire d'une guerre israélienne pis encore certains pronent un discours confessionnel !

De toute façon toutes ses allégations sont fausses, il s'agit de la pure désinformation..

J'espère que le monde respectera la démocratie libanaise si jamais les consultations parlementaires désignent un candidat autre que Hariri comme Premier ministre.

Il faut savoir que c'est une catastrophe nationale, que le destin d'un pays, son honneur, sa fierté, dépendent d'un seul homme.. C'est une insulte au peuple libanais !

23/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=171145&language=fr>

---

## 7-6 Communiqué de la Rencontre des partis de la gauche libanaise.

A l'appel du Parti Communiste libanais, la « Rencontre des partis de la gauche libanaise » a tenu une réunion afin d'étudier les derniers développements de la situation libanaise et les soulèvements populaires de libération vécus dans le monde arabe. A la suite de cette réunion, les partis ont publié le communiqué suivant :\*

« La Rencontre des partis de la gauche libanaise » considère que le Liban traverse, aujourd'hui, une période très critique qui met en danger sa stabilité intérieure et son existence même. Ce danger est dû à l'interférence des crises intérieures graves avec l'ingérence étasunienne dans ses affaires, tant directement que par le travers du « Tribunal spécial pour le Liban » (TSL) utilisé dans le but de mener notre pays à une nouvelle guerre civile facilitant une nouvelle agression israélienne contre notre peuple.

• Dans ce contexte, la « Rencontre des partis de la gauche libanaise » affirme que les problèmes et les dangers auxquels le Liban est soumis viennent de son régime politique, basé sur le confessionnalisme, mais aussi du comportement et des actions de la classe politique au pouvoir qui œuvre continuellement à diviser les Libanais à travers les conflits religieux et confessionnels qui aident ses différentes composantes à se partager le gâteau du

pouvoir ou à mettre au point des compromis interconfessionnels loin des intérêts des masses et de la patrie.

- Elle met en garde contre le glissement du Liban vers des tensions interne ou une guerre civile, dues à la mobilisation religieuse et confessionnelle qui sévit, ce qui constituerait un grand service rendu au projet étasunien-sioniste. C'est pourquoi fortifier notre pays face à un tel projet, protéger la paix civile et trouver des solutions aux crises constantes ne peuvent se faire par le renouvellement des compromis confessionnelles, quelle que soit la confession dominante, mais à travers un

changement complet caractérisé par la suppression du régime confessionnel et son remplacement par un régime démocratique et laïc qui garantirait en même temps l'égalité entre les Libanais et la justice sociale.

- « La Rencontre des partis de la gauche libanaise » voit que l'Intifada héroïque du peuple tunisien contre un des symboles des dictatures oppressant les peuples arabes a constitué la flamme qui a illuminé le monde arabe et inspiré le soulèvement du peuple égyptien contre le régime d'allégeance à l'impérialisme, créé par l'Accord de Camp David. Elle voit aussi dans les soulèvements des autres peuples arabes une tentative de redessiner la nouvelle carte de la région, opposée à celle du projet du Nouveau Moyen Orient et de ses outils dans la région, à savoir les régimes de l'oppression qui ont donné une couverture au projet impérialiste sioniste et qui lui ont facilité la tâche à travers les politiques de répression, d'injustice, de séquestration et de corruption.

- « La Rencontre des partis de la gauche libanaise », tout en affirmant son soutien aux Intifadas des peuples arabes de Tunisie, d'Egypte, de Jordanie et d'Algérie, ainsi qu'à tous les soulèvements futurs contre les régimes oppressifs, met en garde contre les dangers de complots visant à mettre fin à ces soulèvements que peuvent perpétrer les hommes de ces régimes mais aussi les forces extérieures, en premier lieu l'impérialisme étasunien et son bras militaire représenté par l'OTAN. C'est pourquoi il appelle les forces de la gauche et du progrès dans le monde arabe à appuyer et à sauvegarder cette Intifada afin de la mener vers la réalisation de la libération réelle de toutes les formes d'exploitation, de misère et d'oppression.

« La Rencontre » a décidé de mener une campagne internationale et des activités locales en solidarité avec l'Intifada. Elle a aussi décidé de garder ses réunions ouvertes afin de mettre au point un programme libanais de lutte sur les plans politique, économique et social.

30 janvier 2011,

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19